

DIPLOMATIE

UNE INTERVIEW AU « MONDE » DE M. ORTOLI

« Les Anglais n'ont pas une attitude systématiquement négative à l'égard de la construction européenne »

« Vous avez, monsieur le président, attiré l'attention de l'opinion, en juin dernier, sur le recul de l'indépendance de l'Europe. A-t-elle réagi depuis ? »

« Il manifeste aussi dans les relations avec les Etats-Unis ? »

Une stratégie communautaire

« La Communauté est-elle suffisamment prête pour aborder de manière efficace le dialogue Nord-Sud avec les pays du tiers-monde ? »

« Je suis hostile à l'idée d'une enveloppe... L'important est de discuter des politiques que l'un des deux partenaires... »

« Les Allemands sont surtout sensibles à la situation conjoncturelle »

« Le chancelier Schmidt s'exprime volontiers en termes de budget... »

Après le temps de la conciliation

(Suite de la première page.)

« Qui pourrait imaginer que la Grande-Bretagne prétende être représentée deux fois... »

« Céder à l'exigence britannique serait plus préjudiciable encore à la Communauté elle-même... »

Londres ne compte pas assouplir sa position

« Londres. — A la veille de la réunion de Rome, les milieux britanniques maintiennent une position aussi dure... »

EN VISITE AU VATICAN

M. Giscard d'Estaing sera reçu lundi matin par Paul VI

« Rome. — M. Giscard d'Estaing sera reçu par Paul VI lundi 1^{er} décembre à 10 heures... »

La publication de l'acte final d'Helsinki

« Nous avons reçu de M. J.-L. Crémieux-Brilhac, directeur de la Documentation française... »

« En ce qui concerne l'énergie, les Neuf n'ont pas encore obtenu de position commune... »

« Ceci nous conduit à évoquer la position britannique, puisque ce sont les Anglais qui insistent pour que la fixation du prix minimum figure... »

FÊTES DE FIN D'ANNÉE. UNE SÉLECTION ORIGINALE DE VOYAGES ET SÉJOURS PROPOSÉE PAR TOURISME S.N.C.F.

VENTE DE TAPIS CHINOIS ET D'ORIENT. IVOIRES et PIERRES DURES SCULPTÉES D'EXTR.-ORIENT.

Maths, phys, à la carte... Des horaires selon l'emploi du temps de l'élève...

DRIENT. ARAFAT. réclamation. territoire. JACQUES. LES BÉDOUINS. ASQUEN. M. Giscard. du juge Dougl. suprême.

POLITIQUE

AU CONGRÈS DU PARTI RADICAL

Mme Giroud n'est pas candidate à la succession de M. Péronnet

De notre envoyé spécial

Lyon. — Les débats à huis clos de la première journée du sixième quinquennale congrès du parti radical... Mme Giroud n'est pas candidate...

M. Achille-Fould : rassembler la gauche de la majorité. Le mouvement de la gauche réformatrice...

APRÈS L'OUVERTURE D'UNE INFORMATION PAR LA COUR DE SURETÉ DE L'ÉTAT

Des actions localisées ou une « entreprise de subversion » ?

La décision de saisir la Cour de sûreté de l'État a été prise, dans la journée du mardi 25 novembre...

espionnage, ainsi que la Direction de la surveillance du territoire...

accru qui paralysait la fonctionnement de certaines unités, le ministre de la défense...

ment, il s'agit moins d'enquêter sur le soutien des syndicats locaux au comité de soldats...

LE GÉNÉRAL BIGEARD EN RÉSERVE DE LA RÉPUBLIQUE

Tarbes. — A l'occasion d'une fête d'armes, à Pau, en l'honneur du général Le Bourgeois...

Des tracts de comités de soldats

Voici quelques extraits de tracts ou de journaux de comités de soldats...

Devant la conférence des associations étudiantes

Devant la conférence des associations étudiantes des Hausses de Tarifs des Restaurants Universitaires...

ÉDUCATION

Devant la conférence des associations étudiantes des Hausses de Tarifs des Restaurants Universitaires...

CORRESPONDANCE

La Nouvelle Action française et la violence au lycée Balzac. M. Yves Aumont, directeur général de la Nouvelle Action Française...

DES RÉACTIONS

M. HENRI NOGUÈRES, président de la Ligue des droits de l'homme... M. MICHEL DESBÈRES : « Si j'étais encore ministre de la Défense nationale... »

M. JEAN-MICHEL CATALA

M. JEAN-MICHEL CATALA, secrétaire général du Mouvement de la jeunesse communiste de France...

M. René Haby

M. René Haby, ministre de l'Éducation, vient de confier à M. Jean Pourastit, membre de l'Institut, l'animation d'une commission chargée d'établir les programmes de sciences économiques et humaines...

MEN SPORT Chemisier-Tailleur 16, rue de Sèvres - PARIS (7^e) AVANT TRAVAUX. LIQUIDATION TOTALE les samedi 29 novembre, lundi 1^{er} mardi 2, mercredi 3 décembre. APERÇU DES ARTICLES CHEMISERIE et PRET-A-PORTER de Luxe PRIX SACRIFIÉS ouvert sans interruption de 9 h 30 à 19 heures

JUSTICE

LE HUITIÈME CONGRÈS DU SYNDICAT DE LA MAGISTRATURE

Le rituel des retrouvailles

Comme toujours, c'est l'un des paradoxes qui font du Syndicat de la magistrature ce qu'il est, les congrès annuels du mouvement commençant par un éparpillement. A peine s'est-on, le matin, réuni, comme on le vit vendredi 28 novembre, sur de haïfés sujets qui ne prêtent pas, ou guère, à discussions, tels que les tribunaux permanents des forces armées (qu'il faut réformer, à défaut de les supprimer) ou le choc de la technique (qu'il faut maîtriser et non subir), qu'on s'égaille l'après-midi, au hasard de « commissions » multiples, qui sont autant de manières de tourner autour de soi.

Il n'en résulte pas qu'un apparent désordre. Cette fausse dissémination des retrouvailles entre ceux qu'unissent les mêmes soucis (le loi, l'égalité et aussi l'humanisme, c'est-à-dire le respect de l'individu) permet de rendre plus fortes autour de grandes entreprises, les multinationales, les accidents du travail, sont l'occasion de réfléchir sur l'action du juge dans un contexte de crise économique et de répression larvée.

Sur ce dernier point, M. Louis Joinet, ancien président du Syndicat, observant, devant la commission « La crise, l'ordre et la sécurité », qu'il y a, selon lui, deux types de répression. L'une, traditionnelle, est directement politique. Elle consiste en fichages, en infiltrations de mouvements, mais n'aboutit pas à des arrestations fondées sur le seul motif que l'individu aurait tel action politique.

Un jeune homme, Didier Desplas, âgé de dix-neuf ans, déserteur du camp militaire de Caylus (Tarn-et-Garonne), qu'il avait quitté en exportant la recette du mess, a été arrêté dans la soirée du 27 novembre, à Toulouse, où il a reconnu avoir tué de deux coups de couteau Mlle Anne-Marie Kerquen, psychologue du centre de redressement de Cépet, dont le corps avait été découvert le 5 novembre dernier dans son

appartement (Le Monde du 7 novembre). Le meurtrier a indiqué que la jalousie était à l'origine de son geste, mais les policiers sont persuadés qu'il avait simplement voulu voler une somme de 120 F à Mlle Kerquen. (Corr.)

29 octobre dernier (Le Monde du 30 octobre), Mlle Catherine Rougers, vingt-trois ans, de nationalité française, a été arrêtée à Beyrouth, le 27 novembre. Elle faisait l'objet d'un avis de recherche transmis par Interpol. Mlle Rougers, depuis qu'elle avait été hôteesse de l'air à Air Liban, avait conservé de nombreuses relations à Beyrouth. Les policiers l'ont arrêtée au domicile d'un homme politique libanais.

Recherches pour le meurtre d'un ressortissant libanais, M. Roméo Fiachi, trente-huit ans, directeur des relations extérieures d'Air Liban, tué à Paris, le

M. GERBET PROPOSE QUE LE DROIT SYNDICAL NE SOIT PAS RECONNU AUX MAGISTRATS

M. Claude Gerbet, député R.I. d'Eure-et-Loire, se référant au compte rendu de l'examen du budget de la Justice à l'Assemblée nationale, publié dans le Monde du 19 novembre, nous indique qu'il a « effectivement déclaré » que les magistrats n'ont pas leur place dans l'armée qu'il ne peut avoir dans la Justice, si nous voulons que celle-ci conserve son autorité et ne soit pas à son tour contestée. Citant la première partie de cette phrase, le Monde a estimé que M. Gerbet était contre le droit syndical, par deux fois, le Conseil d'Etat a reconnu la recevabilité d'une intervention du syndicat de la magistrature.

Philippe Boucher

LES ACCIDENTS DU TRAVAIL

Une information est ouverte après la mort d'un ouvrier sur un chantier à Paris

Le parquet de Paris a ouvert, vendredi 28 novembre, une information contre X pour homicide et blessures involontaires, après l'accident survenu sur un chantier de ravalement de façade de Saint-Oloud, à Paris (16^e), au cours duquel un ouvrier a été tué et deux autres blessés.

à l'hôpital Boucicaut. Un tisserand ouvrier, M. Souhail An, qui souffrait de traumatismes, pu être soigné sur place. Les travaux, précisés-t-on à R.A.T.P., consistaient à raver un mur du dépôt d'autobus, avaient commencé il y a environ deux mois de soulever-on toujours de source proche de direction de la R.A.T.P. — I les salariés employés sur le chantier étaient des ouvriers spécialisés.

La sécurité dans les entreprises

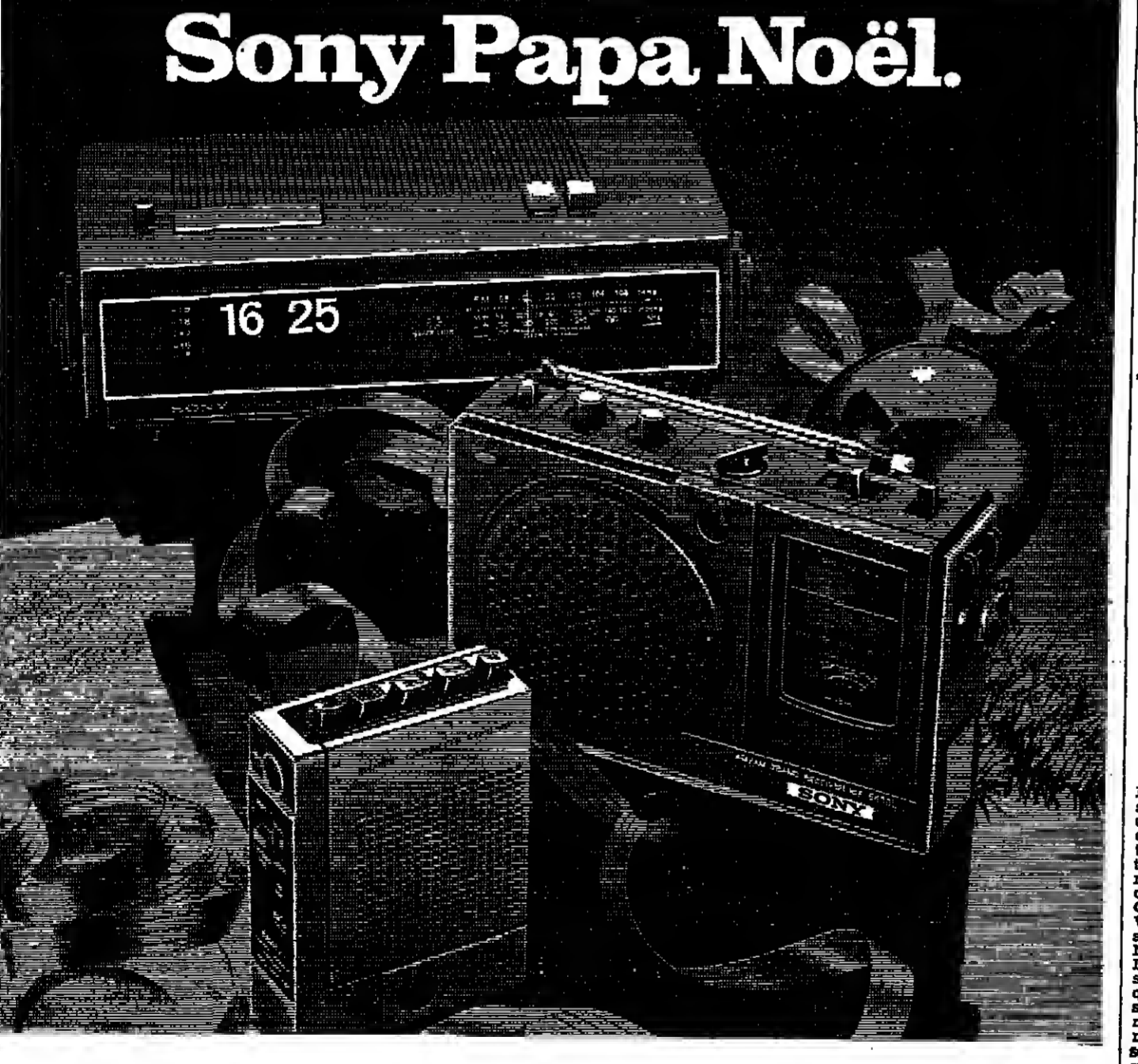
LE LICENCIEMENT D'UN CHAUFFEUR

(De notre correspondant.) Epinal. — M. Gérard Laurent, chauffeur à la succursale de Saint-Dié (Vosges) de la société de transports Gondrand, vient d'être licencié, parce qu'il refusait de prendre le volant de son camion habituel, dont il jugeait l'état général défectueux. Devant cette sanction, M. Laurent a engagé une action au tribunal des prud'hommes, en même temps qu'il déposait au parquet de Saint-Dié une plainte contre son employeur pour « utilisation de matériel en mauvais état », état qui constituait, selon M. Laurent, non seulement un danger pour lui-même, mais encore pour les autres usagers de la route.

Un mort à Saint-Étienne

LA C.F.D.T. CRITIQUE L'INADAPTATION DES SERVI DE PRÉVENTION

(De notre correspondant.) Saint-Étienne. — Après la mort d'un ouvrier, M. Eugenio Lo, quarante-huit ans, dans l'effacement d'une tranchée le 26 novembre à Saint-Étienne (Le Monde du 28 novembre), une information judiciaire a été confiée le parquet à M. Gourt, juge d'instruction. Ce dernier a effectué, dans la nuit du vendredi 28 novembre une visite de plusieurs chantiers de l'entreprise Pallieron, employait la victime, afin de rendre compte des conditions de sécurité sur les chantiers.



Ily a quelques cadeaux dont le Père Noël aura bien du mal à se séparer cette année. Prenez le magnétophone de poche Sony TC55 par exemple. Non seulement il est beau, mais en plus il est intelligent : micro incorporé, mécanisme « swing balance » qui assure un fonctionnement régulier même si vous faites valser l'appareil, bouton de pause qui permet d'arrêter instantanément la bande et de repartir.

SPORTS

AUTOMOBILISME

M. Gérard Larrousse est nommé directeur de la compétition à la régie Renault

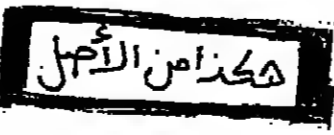
La régie Renault a annoncé, ce samedi 29 novembre, la nomination de Gérard Larrousse à la direction de son service compétition. Gérard Larrousse aura la responsabilité de toutes les formes de compétition; à l'exception des formules de promotion qui restent dépendantes du département des relations publiques.

Projet de formule 1 ajouré ou même abandonné

Quant au moteur de la formule 1 (« 1 L, 5 turbo compressé »), il a subi des tests, jugés satisfaisants, au banc d'essai, châssis est terminé, et il ne restait qu'à déterminer en soufflerie 1 meilleures formes aérodynamiques pour la coque; cependant, si l'on n'a encore officiellement per des intentions de Renault, semble que ce projet de formule sera ajouré ou même abandonné. La mise en ordre, consécutive à cette orientation, reviendra à Gérard Larrousse. Renault renoncera pas pour autant à exploiter ses moteurs de 1000 cc. Il suffira de préciser quels constructeurs ils seront confiés; ou même de trouver un châssis pour que la Régie ne se passe notamment la tête dans l'avenir. Gérard Larrousse aura aussi la charge de normaliser ur fois pour toutes les rapports de Renault avec sa filiale Alpine, et il s'agira là aussi d'une tâche en ordre délicate et difficile.

FRANÇOIS JANIN.

BASKET-BALL. — Dans de matches comptant pour la troisième journée de championnat, Tours a battu Villeurbanne (84 à 81) et Bagnotet a battu Aix les Bains (84 à 84). Tours est en tête du championnat avec 4 points d'avance sur Villeurbanne.



ETRANGER

Reflets du monde entier



Académie anti-raft

Les évènements sont devenus si courants, dans certaines parties du monde, que des diplomates et des hommes d'affaires commencent à prendre de nouvelles mesures de protection.

Observer

Le grand business de « maman Poule » On a la madame Claude qu'on peut OBSERVER, un hebdomadaire de l'île Maurice, raconte :

New Scientist

La voix des homards Ce n'est pas parce que les poissons et les crustacés sont muets dans la souffrance qu'ils ne sentent rien quand on les martyrise.



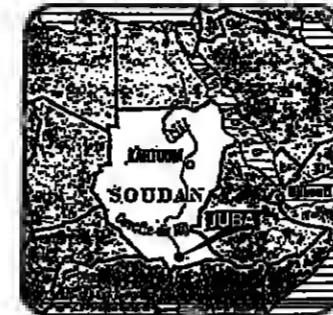
Le lard ancestral « Nous sommes d court d'imagination, écrit le journal B.T., de Copenhague, quand nous devons composer les menus de notre dîner quotidien.



Des communications hors de prix Le quotidien de Londres THE GUARDIAN lance un concours de cadeaux de Noël symbolisant le mieux la société de consommation.

Lettre de Juba

Le Soudan du Sud, somnolent et peu conquis



Si c'est pour le blé, vous pouvez renoncer. Le Grec, derrière son comptoir, n'est guère encourageant.

Pendant dix-sept ans, les Anyanya du Sud se sont battus contre l'armée soudanaise.

CHAQUE semaine, les représentants d'une dizaine d'organisations internationales se réunissent pour coordonner leurs activités.

Le vice-président Alier, lui aussi, s'estime satisfait de l'application des accords d'Addis-Abeba.

COTE D'IVOIRE

« M. Albert », prophète et guérisseur

Une vingtaine de kilomètres des bords de l'Abidjan, au cœur du quartier de Plateau, font la fierté des dirigeants de la jeune République ivoirienne.

la taille imposante, les épaules larges, des yeux immenses et mobiles enfoncés dans de profondes orbites.

RENDONS LES BAGRATION ... A LA GEORGIE

A la suite de la publication d'une lettre de M. Michel Guemdjian intitulée « Rendons les Bagration à l'Arménie ».

Psychanalyste sans le savoir...

La renommée du prophète Atcho est considérable. Du Ghana, du Libéria, de la Côte d'Ivoire, les malades affluent.

Dés lors, mieux vaut avec le destin, se contenter d'observer. L'écume des faits, même s'il par impossible d'en saisir la port.

حکمان العنصر

Quatre émissions philosophiques sur TF1

A la recherche de notre identité perdue

DIMANCHE, TF1 nous propose de partir à la recherche de l'homme sous la conduite de Jean-Claude Bringuier. Cette série de quatre émissions repose sur une affirmation : aujourd'hui, de plus en plus comme autrefois, Autriche, dans une villa, un bourg, un village, l'ouvrier ou le paysan se reconnaissent à sa démarche, à ses vêtements. On savait qu'il était. Il était tige d'Unité, il exerçait un métier qu'il savait le plupart du temps de son père. Il avait un sobriquet, un milieu, des habitudes, des comportements. Il allait à la messe, au café; bref, il avait ses propres yeux et dans le regard des autres une identité.

Parlons d'un « darwinisme total et général ». Il faut, dans le premier épisode, citer les observations de Gardner et de Franck, sur nos liens d'étrange parenté avec ces primates, capables de se reconnaître dans une glace et donc susceptibles à la notion du « moi » — que nous croyons être notre seul privilège.

RADIO-TELEVISION

< Tous les jours de la vie >

AU PAVILLON DES CANCÉREUX

JEANNE LATOUR, c'est vraiment une femme bien. Un mari cadre, deux enfants en pleine adolescence, un appartement moderne dans une belle ville semi-résidentielle, une 2 CV vert acide, et un travail. Important dans la vie de Jeanne, ce travail : toute sa vie, presque, du matin au soir, et au-delà des horaires prévus; elle est infirmière.

POINT DE VUE

< L'intellectuel collectif > a sa place au petit écran

On e se raison de dénoncer les inconséquences d'une politique qui consiste à suspendre, à peine démarrées, des actions comme le télévisé universitaire, ou à liquider avec le Centre audiovisuel de Saint-Cloud l'instrument de ce qui pourrait être une politique préventive universitaires en matière de radio-télévision (le Monde daté 28-29 septembre). Tous ceux qui, de près ou de loin, ont participé à cette entreprise originale ne peuvent, en définitive, qu'en retirer une certaine amertume.

On ne s'étonnera jamais assez de l'extraordinaire limitité de l'Université sur ce terrain, ou inversement de l'extraordinaire méfiance dont elle est l'objet de la part des « communistes de masse ». Alors que l'édification de la presse sont devenues une décennie des territoires annexés par l'Université, au point qu'il n'est guère de directeur de collection qui ne soit en même temps chargé d'enseignement, et qu'une rubrique au Monde va de peu près une chaire à Vincennes, la télévision universitaire du milieu audiovisuel est quasiment flûte. Il ne s'agit pas de regretter sur le mode corporatiste, ni de s'approprier à l'usage de l'O.P.A. sur le télévisé. Il s'agit de comprendre quelques transformations intervenues dans la sociologie du public et d'en tirer les conséquences; il s'agit, par

exemple, de s'étonner qu'à une époque où les collections de poche vulgarisent Foucault ou Leroi-Ladurie, la télévision reste décidément incapable de donner la parole à Sartre et qu'elle fasse couramment tout simplement un Zénon qui se croit au bal des Petits Lits blancs.

DU CÔTÉ DES MEDIA

Vidéostones, cousin français du Vidéographe

Mais Bob Verrier et sa compagnie Shirley ne peuvent bénéficier d'un départ de l'investissement massif d'un organisme français équivalent au tout-puissant Office national du film canadien (qui depuis lors, ayant aidé à monter l'affaire, s'est complètement retré du Vidéographe).

Grâce à des appuis privés modestes, en investissant une quantité énorme de travail personnel, Bob Verrier, décauteur de formation, a acquis et aménagé un local pour les projections, un atelier commissariat de police transformé en imprimerie, puis laissé à l'abandon. Il a pu ouvrir une salle, petite mais très fonctionnelle, avec cinquante-trois fauteuils, quatre groupes de monteurs (appareils identiques à un poste de télévision) balayant le champ de vision des spectateurs répartis aux quatre coins de l'espace. Le contrôle de la projection s'effectue à partir de la caisse. Car c'est là, y a, et même si Vidéostones ne relève pas du Centre national de la cinématographie (mais de la préfecture de police qui a donné les autorisations nécessaires), il perçoit un droit d'entrée de 9 francs pour les spectateurs ordinaires, de 5 francs pour les étudiants.

Le point de vue de Sylvain Roumette sur la communication collective et les médias.



Advertisement for 'Le Monde' newspaper, including contact information and a small logo.

RADIO-TELEVISION

Écouter, voir

COMÉDIE-BALLET: LE BŒUF SUR LE TOIT, de J.-Ch. Averty. - Samedi 29 novembre, FR 3, 20 h. 30.

J'ai le travers de respecter le public au maximum, dit Jean-Christophe Averty. C'est pour cela que le Bœuf sur le toit - cette courte et fabuleuse farce écrite par Jean Cocteau sur une musique de Milhaud, et qui, en 1929...

partie s'attache à la dimension sociale, économique ou politique des sentiments sublimés. Paysans, ouvriers, immigrés, personnes âgées, sont peut-être « seuls » parce que l'organisation de la société conduit à isoler l'individu...

DRAMATIQUE: LE MAMMOUTH. - Dimanche 7 décembre, FR 3, 20 h. 30.

Dans une France ravagée par le choléra, où les rues se transforment en morgues immenses, Cuvrier, le savant, l'homme politique, immobile sur un fauteuil, regarde le mal qui l'emporte...

MAGAZINE: DE QUOI AVONS-NOUS PEUR? LA SOLITUDE. - Vendredi 5 décembre, FR 3, 20 h. 30.

Après l'émission sur les produits alimentaires et les fraudes commises par les producteurs sur ce qu'on appelle l'étiq...

Dans cette description narrative, le personnage se dévoile peu à peu, impressionnant et ambigu. Véritable homme scientifique qui disait: « Les sciences doivent se fonder sur des faits, même s'ils contredisent les systèmes »...

Les films de la semaine

SCHAPPEMENT LIBRE, de Jean Becker. - Dimanche 30 novembre, TF 1, 20 h. 30.

Belmondo et Jean Seberg (l'aventurier décontracté et la vamp charmante) dans une « série noire » qui se contente de poser au divertissement alambiqué.

LA CHAÎNE, de Stanley Kramer. - Lundi 1^{er} décembre, A 2, 20 h. 30.

Ideés par leur chaîne de forçats (évadés), un Blanc et un Noir apprennent à dépasser la haine et les préjugés raciaux.

LE RETOUR DE SABATA, de Frank Kramer. - Mardi 2 décembre, FR 3, 20 h. 30.

Western spaghetti bien ficelé par un réalisateur italien, Gianfranco Parolini...

L'HOMME QUI TUA BERTY VANCE, de J. Ford. - Dimanche 7 décembre, TF 1, 20 h. 30.

Nostalgie de l'Ouest américain fin de siècle selon J. Ford. La loi et la justice d'un avocat idéal et d'un bagarreur romain...

A L'OUEST RIEN DE NOUVEAU, de Lewis Milestone. - Vendredi 5 décembre, 22 h. 35.

Le plus célèbre, le plus puissant peut-être des films pacifistes tournés pendant les années 30. Il est tiré d'un roman d'Orich-Maria Remarque...

LE TRIporteur, de Jack Pinoteau. - Dimanche 7 décembre, A 2, 14 h. 50.

Saufouillages et factices héroïques de Dany Cova, à l'époque de son vedettariat cinématographique. La scène de l'opération du triporteur...

EMBRASSE-MOI, IDI de Billy Wilder. - Lundi 8 décembre, TF 1, 20 h. 30.

Transposition hollywoodienne assez surprenante de l'œuvre d'Emile Zola, r d'Anna Bonacci qui fit, a une bonne vingtaine de ans...

DIANE DE POITIERS de David Miller. - Lundi 8 décembre, FR 3, 20 h. 30.

Un personnage de l'histoire de France (coté alchimie) idéal pour le star J. Turner. Exaltation de l'ac sentimentale dans la vie...

625 - 819 lignes

INFORMATIONS

TF 1: 13 h. Le journal d'Yves Mourou. 20 h. Le journal de Roger Gicquel... Les Jotos de Claude Picaud...

ÉMISSIONS PRATIQUES

TF 1: A la bonne heure (du lundi au vendredi, 18 h. 15). Le vendredi soir (le mardi, 13 h. 40)...

RELIGIEUSES ET PHILOSOPHIQUES

TF 1: (le dimanche) 9 h. 30. Orthodoxie (le 30 nov.); La source de vie (le 7 déc.); Présence progressive...

PROGRAMMES ÉDUCATIFS

Les programmes des émissions éducatives diffusées à la radio sur le réseau national de France-Culture...

Petites ondes - Grandes ondes

Informations

FRANCE-INTER: A chaque heure jette et à 12 h. 30 et 18 h. 30; Bulletin complet à 5 h...

RADIO MONTE CARLO: Toutes les demi-heures de 5 h. 30 à 7 h. 30; Bulletin complet à 12 h. 45...

Radioscopies: FRANCE-INTER: 17 h. J.-Ch. Chancel repère le Père Carré...

Religieuses et philosophiques

FRANCE-CULTURE: (le dimanche) 7 h. 15. Horizons; 8 h. Orthodoxie et christianisme oriental...

Émissions pratiques

FRANCE-INTER: 10 h. Interférences d'Anne Gallard (de lundi au vendredi)...

ABRÉVIATIONS

Dans ce supplément radio-télévisé, les signes (R) ou (T) valent à la radio et à la télévision...

D'une chaîne à l'autre

COMMENT CAPTER TF1 EN COULEURS

La mise en couleurs de TF1, dont le démarrage aura lieu le 20 décembre pour les habitants de la région parisienne...

EMETTEUR PIRATE ARRABOISONNE

La police britannique a mis fin aux activités du dernier émetteur radio pirate d'Europe...

Les écrans francophones

Lundi 1^{er} décembre

TELE-LUXEMBOURG: 20 h. L'homme de fer; 21 h. Typhon sur Nagasaki...

Mardi 2 décembre

TELE-LUXEMBOURG: 20 h. Docteur Marcus Welby; 21 h. Quatre Étrangers Consolés...

Mercredi 3 décembre

TELE-LUXEMBOURG: 20 h. Le cheval de fer; 21 h. Pas de porteur...

Jeudi 4 décembre

TELE-LUXEMBOURG: 20 h. Ranch L.; 21 h. Les Méloes ou l'éternel mariage...

Vendredi 5 décembre

TELE-LUXEMBOURG: 20 h. Paul Temple; 21 h. Colombo...

ANNUAIRE DES ANCIENS ÉLÈVES DES LYCÉES ET COLLÈGES FRANÇAIS DU MAROC.

Anciens et anciennes élèves des lycées et collèges français du Maroc (Gouraud - Lyantey - Mangio - Poymirau - Rognault etc.) votre annuaire est en préparation...

ROUPEL Sera présent du 6 au 14 décembre pour le 4^e SALON DU CHEVAL

CHEVAL ANIMATION présentera le spectacle Western square dance à cheval; barrel racing; lasso sur tonneau...

Les six Supercolor Grundig: l'avance technique et une image incomparable.

مخبرنا الأخبار

SOCIÉTÉ

La pornographie en Europe et aux États-Unis

LA France a découvert la pornographie. Elle n'est pas la seule. Ni la première. La plupart des pays de la vieille Europe, suivant en cela d'assez loin les États-Unis, sont confrontés aujourd'hui au même évènement...

Il, au contraire, de la déliquescence morale et politique d'un continent froissé ? Il est intéressant de remarquer que, au-delà des textes et des règlements, chaque pays affronte la « vague » à sa manière.

Presque partout heureusement, passés les engorgements des premiers mois, la lassitude gagne et le porno-business périclète. Voilà au moins de quoi rassurer.

Il reste que l'irruption — sous la pression de l'esprit du temps — de la pornographie démocratique — pose partout de singuliers problèmes, très concrets ceux-là, aux législateurs.

ments se trouvent conduits à redéfinir en même temps, avec plus ou moins de souplesse, nuances changeantes qui distinguent en l'art de l'industrie vulgaire, le permis de ce qui reste tabou.

Les questions que nous avons posées à nos correspondants dans les principaux pays d'Europe et aux États-Unis — volontairement liées aux aspects juridiques et économiques — indiquent clairement que la pornographie est déjà — et — aussi — une affaire politique.

● PAYS-BAS : Liberté totale au printemps prochain

LE grand débat sur le cinéma pornographique s'est déroulé au mois de mai 1975, quand le hard core a fait clandestinement son apparition aux Pays-Bas.

Il est très difficile de mesurer pour l'instant la courbe de fréquentation des films pornographiques. Les films hard core ne passent pas par la censure et sont donc pratiquement hors des statistiques.

Malgré quelques protestations, surtout dans le sud catholique de la Hollande, ces établissements — bars, clubs, etc. — se sont intégrés à la vie néerlandaise.

phiques, était au neuvième rang sur la liste des films à succès.

La pornographie imprimée, quant à elle, ne rencontre plus d'entrave officielle aux Pays-Bas depuis une dizaine d'années.

MARTIN VAN TRAA.



LE TARTUFFE

● ALLEMAGNE FÉDÉRALE : Publicité interdite et « consommations obligatoires »

LA nouvelle législation sexuelle entrée en vigueur au début de cette année, qui visait à libérer la pornographie, a eu pour conséquence paradoxale de contraindre le développement du cinéma pornographique.

Deux dispositions de la loi ont cependant particulièrement touché le cinéma pornographique, qui avait connu un grand développement en République fédérale au cours des dernières années.

● GRANDE-BRETAGNE : Quelques citoyens au secours de la morale

LA législation britannique concernant la diffusion des films est complexe et contradictoire. La municipalité ou l'autorité régionale qui autorise l'ouverture d'une salle de cinéma peut y interdire la projection de certains films.

Jusqu'ici, l'opinion publique était relativement satisfaite de ce système. Ces dernières années, toutefois, les tensions entre censeurs et municipalités se sont multipliées.

Mais le tribunal a estimé que cette loi ne concernait que les événements de la rue et ne saurait donc s'appliquer à un spectacle donné dans une salle fermée.

Cet été, M. Raymond Blackburn, un ancien député travailliste qui ne cesse de faire campagne contre la pornographie, a engagé des poursuites contre Lord Eardley, président du British Board of Film Censors.

Le British Board of Film Censors n'est cependant pas un organisme officiel : il a été institué par l'industrie cinématographique.

En attendant que ce projet soit discuté, le ministre des Affaires culturelles a interdit que ces fameux 900 000 couronnes soient versées à Thorsen. Cette question aurait dû être réglée dans le courant d'octobre par le Parlement.

● ITALIE : Une irrésistible escalade

NOUS ne sommes pas encore au début de l'escalade de la pornographie en Italie, mais nous sommes déjà à un point où les autorités ont du mal à contrôler la situation.

Il faut néanmoins rappeler le débat intervenu en octobre dernier au moment de la projection à Rome du film de Bergolo, Grandeur nature.

Beaucoup d'Italiens considèrent en effet comme une fatalité l'escalade de la pornographie, dans les rues, mais aussi sur les affiches publicitaires.

La censure, la frontière entre l'art et la pornographie est plus difficile à tracer que dans d'autres pays.

● ÉTATS-UNIS : Carte blanche aux autorités locales

IL n'existe en principe aucune censure cinématographique aux États-Unis, la Constitution garantissant la liberté d'expression.

Selon l'organisation syndicale des producteurs, la fréquentation des salles spécialisées est en baisse très nette, ou moins en ce qui concerne la « Hard Porn ».

La période de boom parut terminée pour la « Hard Porn ».

La Cour indique seulement ses propres critères, laissant les autorités locales libres de les accepter ou pas. En donnant carte blanche aux autorités locales en matière de répression de l'obscénité, la Cour a singulièrement compliqué la tâche des producteurs de films porno.

● DANEMARK : Le privilège de l'ancienneté

EN 1967, le Danemark a été le premier pays du monde à abolir la censure des images (livres et films). Cette libéralisation proposée par un gouvernement centre droit avait été approuvée par l'ensemble des partis siégeant au Folketing à une quasi-unanimité.

Après cette réforme, le contrôle de l'échappage et de la publicité des films devait théoriquement être exercé. En fait, il ne l'a jamais été.

Mais l'essor de la pornographie ou des conséquences politiques. Créée en 1968, l'Association interconfessionnelle des jeunes chrétiens s'est donné pour tâche initiale de lutter contre la pornographie sous toutes ses formes.

Ces trois domaines se tiennent. Constaté en 1970, le parti chrétien populaire pour sa part, s'est rallié, en luttant vigoureusement contre le porno, certains électeurs des vieux partis (conservateurs, libéraux ou sociaux-démocrates), qui reprochent à ceux-ci leur laxisme.

Par ailleurs, le problème des subventions officielles qui vont aux films pornographiques a aussi été récemment et très polématiquement discuté. La loi sur la censure des films est telle en effet qu'effectivement aucun organisme (administratif ou parlementaire) n'a droit de regard sur l'emploi de ces sommes qui sont attribuées annuellement par la Chambre unique à l'Institut du film.

En attendant que ce projet soit discuté, le ministre des Affaires culturelles a interdit que ces fameux 900 000 couronnes soient versées à Thorsen. Cette question aurait dû être réglée dans le courant d'octobre par le Parlement.

Mme Mary Whitehouse, secrétaire de l'Association nationale des spectateurs et auditeurs, qui batte depuis longtemps les producteurs trop licencieux, selon elle, de la radio et de la télévision, a tenté, au début de 1974, de faire interdire la Grande-Bretagne. Elle a échoué à cette occasion, une loi de 1974 sur le vagabondage qui interdisait les spectacles publics indécents.

Des Rome, « ville sainte », car dans toute l'Italie, les affiches de film se censurent moins par leur « côté » que par leur vulgairité.

Les « sex-shops » ne sont pas si répandus en Italie, mais divers produits par contrebande se vendent depuis longtemps. Les grands clubs de la ville de Rome ont des groupes de féministes romaines : elles réclament la saisie de ce film qui « fait de la femme un objet et non un être ». L'appel n'a pas eu de succès durable et la loi a été prorogée — sur la femme, l'érotisme, la pornographie — est vite révoquée.

Le nombre des feuilles pornographiques a beaucoup augmenté depuis le début de cette année, malgré la saisie de six cent dix mille exemplaires par la police. Les feuilles de papier sont devenues, suivies de près, des vidéos comme Palerme et Reggio-de-Calabrie — play-boy du pauvre — changeant de titre, mais ce sont les mêmes illustrations qui se répètent au p. parov.

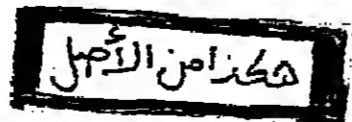
Le nombre des feuilles pornographiques a beaucoup augmenté depuis le début de cette année, malgré la saisie de six cent dix mille exemplaires par la police.

Il y a plus grave : les femmes, bandes dessinées érotico-sadiques qui s'attachent désormais à deux millions de lecteurs. Un vilain collectionneur par de jeunes bouillottes de Rome bene, et accompagné de témoins a montré le danger de véhiculer de telles aberrations.

La télévision, à laquelle sont rivaux les soirs des millions de téléspectateurs, donne une tout autre vision de l'univers. Pourrait la « momie d'Éros », une vidéo jusqu'à 60, s'échappe en même temps que la vidéo érotico-sadique. Félix a bien dit quand la R.A.I. a été diffusé sa Dolce Vita : c'était le 24 septembre dernier, quinze ans après le tournage d'un film qui beaucoup de ciné-clubs parisiens n'hésitent plus à projeter.

Sur le plan commercial, les recettes restent importantes pour certains producteurs réalisés avec peu de moyens. Des films homo-sexuels ayant coûté 32 000 dollars ont rapporté à ce jour près de 400 000 dollars... « Deep Throat », qui a coûté 25 000 dollars, a déjà rapporté plus de 4 millions de dollars.

Aux États-Unis comme ailleurs, aucune preuve sérieuse n'a pu être établie d'une corrélation entre la pornographie et la criminalité sexuelle. La Cour suprême, dans son arrêt, affirme qu'il n'y a pas de preuve concluante liant les comportements antisociaux et le matériel obscène.



ENTRE LA PROVINCE ET LA RÉGION PARISIENNE

L'OISE AUX AVANT-POSTES

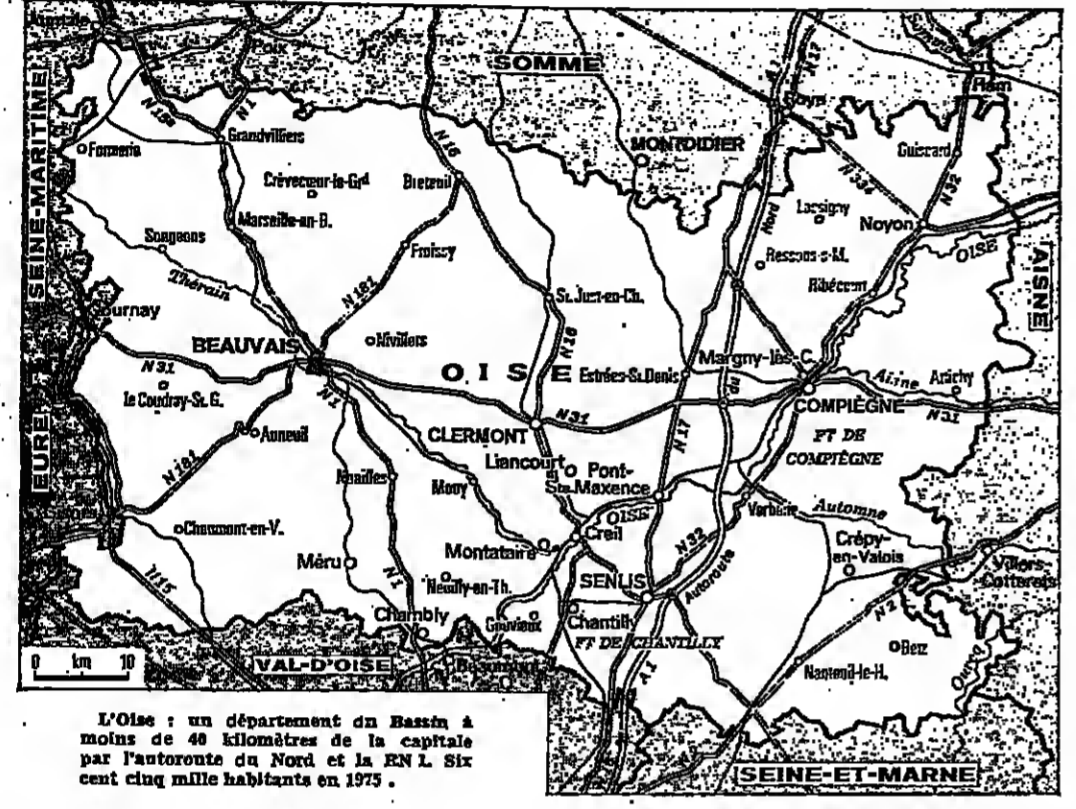
« Beauvais, dans quel département ? »
 « L'Oise... Dans quelle région ? »
 Meux vaut donner aussitôt la réponse : qui sait que l'Oise appartient — administrativement — à la Picardie ? Provinciaux, les habitants de Senlis, Compiègne, Clermont, Beauvais... le sont apparemment beaucoup dans leurs façons d'être et de réagir. Picards, c'est une autre affaire. Une chose est certaine : le département ne peut pas ne pas avoir les yeux fixés sur la frontière incertaine qui le sépare de la grande nébuleuse ceinturant la capitale. Aux avant-postes de la province, on, au contraire, de la région parisienne ? Ses espoirs et ses inquiétudes s'expliquent par cette position ambiguë.

Des hommes nombreux, des voies de communication rapides et denses, une terre riche, des industries prospères et diversifiées, des villes d'une taille encore humaine et l'un des plus beaux patri-

maines forestiers de toute l'Ile-de-France... Peut-on souhaiter davantage ? Entre 1968 et 1975, la population de l'Oise a augmenté de plus de 12 %, dans des proportions nettement supérieures à celles qui ont été constatées en moyenne dans la France et surtout en Picardie. Un exemple : Compiègne a vu le nombre de ses habitants passer de trente mille à plus de trente-sept mille. Le département se classe en tête pour la production de betteraves ; mais aussi pour la culture du blé ou du maïs. La vallée de l'Oise, de Creil à Compiègne, est un véritable boulevard industriel relié, depuis que le fleuve est canalisé jusqu'à cette dernière ville, à l'ensemble de la Basse-Seine. On y retrouve tous les grands noms du bassin économique : Saint-Gobain, Usinor, Poclain, Findus, Massey-Ferguson, Colgate, Rivoire-et-Carret... La proximité de Paris, symbolisée par la grande plate-forme aérienne de Roissy-en-France dont on attend de si mirifi-

ques retombées n'est pas pour rien dans cette aisance. Ces faux Picards que sont les gens de l'Oise ne l'ont jamais nié. Ils paraissent plus attachés, lorsqu'ils dépassent l'horizon immédiat, à dénoncer les risques que leur fait courir ce voisinage prestigieux. La capitale leur apporte ses lumières mais aussi ses ombres, et la réaction de ces jurés qui viennent d'envoyer un tout jeune homme à la guillotine s'explique en partie par les incursions parnisiennes meurtrières que depuis quelques années les voyous des départements parisiens ont multipliées dans le département.

Illustration dramatique d'un réflexe plus général : l'Oise ne veut pas devenir le promenoir ou le dortoir des Parisiens, une nouvelle banlieue aussi rapidement et aussi complètement saccagée que l'actuelle. La province c'est peut-être cela aussi : une volonté de se détacher de la capitale après l'avoir longtemps admirée.



L'Oise : un département du Bassin à moins de 40 kilomètres de la capitale par l'autoroute du Nord et la RN 1. Six cent cinquante mille habitants en 1975.

Un club de trois mille betteraviers

TROIS MILLE C'est le nombre d'adhérents d'un club très fermé : les betteraviers de l'Oise. Quatre exploitants agricoles du département sur dix en font partie. Des Picards tranquilles dont on peut traiter à gros traits le portrait-robot. La quarantaine bien sonnée, cultivé, attentif à l'évolution des techniques et de l'économie générale, il exploite une terre de 140 hectares environ, située de préférence au sud du département, sur les terres fertiles du pays de Thelle, du Valois ou du Vexin. Il consacre près du tiers de ses labours à la betterave, qui est associée avec du blé et du maïs. Il conserve également un troupeau, en

régle générale des bovins - en pension -, parfois des moutons. Un salarié, un fils, l'aident en permanence, que l'on voit saisonniers mangiers au moment des récoltes. Sous de vastes hangars, il range un impressionnant matériel de culture : deux tracteurs développant au moins 100 CV, des charrues, des semoirs, des « bineuses », une « mois-bar », une éfouilleuse, une arracheuse, plusieurs bennes... Il utilise trois fois plus d'engrais et de produits de traitement que la moyenne française. Il vit au rythme des récoltes et des labours d'automne, des semis de printemps, des moissons d'août. Confortablement... très confortablement. C'est qu'il l'inverse des autres

producteurs agricoles il évolue — comme ses collègues des trente-neuf départements betteraviers — dans un monde parfaitement organisé qui gravite autour d'une cellule vitale : le syndicat betteravier, affilié à la puissante Confédération générale des betteraves (CGB). De l'extérieur, une maison bourgeoise du boulevard des États-Unis, à Compiègne. A l'intérieur, une organisation corporative des plus puissantes qui définit méthodiquement son rôle par « la représentation, l'organisation et la défense des intérêts professionnels des planteurs ».

ALAIN GIRAUDD.
(Lire la suite page 20.)

Des étudiants dans la ville

UN carrefour entouré de lourds piliers de béton, à la hauteur d'un premier étage : c'est ainsi que s'achève brusquement, sans issue, la « rue piétonne » qui devait traverser le bâtiment principal de l'université de technologie de Compiègne (U.T.C.), et servir de lien de passage et de rencontre aux habitants comme aux étudiants. A peine achevée, cette construction rigoureuse mais austère, qui domine comme une cathédrale de béton brut les maisonnettes en briques et les petites villas à la lisière de la vieille ville, fait plutôt l'unanimité contre elle.

L'esthétique discutée (les quatre amphithéâtres massifs suscitent le qualificatif de « mur de l'atlantique ») ne compense pas les inconvénients pratiques : les voisins se plaignent de ne plus pouvoir respirer les émissions de télévision ; les étudiants ironisent sur l'allée centrale ouverte au vent du nord, les « forums » et la cafétéria en plein air, peu adaptés au climat local.

Les nouveaux bâtiments ne paraissent pas, pour l'instant, faciliter, comme on l'avait annoncé, cette « intégration de l'université à la ville » fièrement inscrite au programme de l'opération II y a quelques années. Les protestations des voisins sont-elles seulement la rançon inévitable de cette intrusion ? Quatre kilomètres plus loin, à l'autre « pôle » de l'université, sur la ZAC encore à demi déserte de Royallieu, l'installation d'un nouveau baraquement de tôle a suscité une pétition contre « les atteintes à l'environnement ». Ou bien cette université qu'on voulait d'un type inédit, non seulement par ses objectifs (la technologie), mais par ses relations avec le milieu urbain, n'a-t-elle manqué son entrée ?

GUY HERZLICH.
(Lire la suite page 21.)

Nouvelle banlieue ?

L'Ysieux et de la Thève organisent ce développement. Au yeux des responsables du syndicat mixte pour l'aménagement du sud de la Picardie, ce schéma à deux défauts. D'abord, il consacre l'entrée de la banlieue dans le département de l'Oise, puisque la création de trois mille emplois supplémentaires n'empêchera pas la multiplication des migrations quotidiennes. En 1990, plus de six habitants sur dix s'en iront travailler soit à l'aéroport Charles-de-Gaulle soit dans la capitale. Temps moyen de transport vers Paris : deux heures dix minutes chaque jour. Plus grave encore, le schéma est en contradiction avec plusieurs décisions du comité inter-ministériel d'aménagement du territoire et notamment avec le schéma de développement régional sud-picard adopté au début de l'année. Celui-ci cherche à éviter que la région parisienne ne « remonte en tache d'huile » vers Senlis et Creil et prévoit la protection absolue des forêts entre l'aéroport Charles-de-Gaulle et la vallée de l'Oise à développer. Pour M. Paul Girard, président du syndicat mixte sud-picard, le schéma des vallées de l'Ysieux et de la Thève est à l'opposé des

voies des élus locaux : « Au moment où, dans l'Oise, nous cherchons à créer un développement harmonieux à Compiègne, à Châtellain-Thierry, à Creil et à Senlis, le département de l'Oise lance une opération qui jouera le rôle d'un véritable aspirateur d'activités et qui transformera la forêt de Châtellain en bois de Boulogne. Nous demandons une diminution de moitié des programmes de logements et le maintien du nombre des emplois prévus. Si le S.D.A.U. octroi de l'Ysieux et de la Thève est adopté, notre syndicat mixte n'a plus raison d'être. »

Pour écarter cette éventualité, le syndicat va demander au gouvernement de publier au Journal officiel le schéma de développement régional. Fort de ce texte, il attaquera tous les permis de construire délivrés par le préfet du Val-d'Oise. Il est, en effet, à craindre que les banques et les sociétés immobilières, dont la S.C.C.C., filiale de la caisse des dépôts, obtiennent peu à peu les autorisations nécessaires pour utiliser leurs terrains en porteur-locataire, au grand dam de l'Oise qui tient à garder ses distances avec la région parisienne. Voilà pourquoi ce conflit est exemplaire.

ALAIN FAUJAS.

Manèges en forêt

CHANTILLY, par tradition, demeure le lieu idéal, la petite perle la plus accueillante de l'équitation traditionnelle dans l'Oise. On s'élance pour le confort de l'esprit, raffiné et jugement. Le bon sens s'y refuse.

L'empire du turf sur lequel règne la capitale du pur-sang ne tolère en réalité aucun partage. Quelle pièce au soleil peut raisonnablement espérer le cheval de selle dans cette assemblée de seigneurs (par diplôme) où, il est vrai, les ratés sont plus nombreux que les élus ? Que de fils de princes et de princesses choqués, bichonnés hier, transformés aujourd'hui en fillet sur l'étal du boucher !

Tel est le schéma. Voici le détail. De Paris au pays des galops, l'étrier chausse long, l'itinéraire recommandé, le plus court, le plus

rapide en tout cas, ne laisse place qu'à une labile marge de fantaisie. L'autoroute quittée à l'échangeur de Survilliers, après le passage ennuyeux d'une pleine hérisse de paleces-dortoirs sans visage, les forêts d'Orry et de Coye bienlot franchies, Lamortaye et son décor pastoral pour théâtre de verdure, au nord des étangs de Comelles, errant, conquérant et finalement résigné, nous emmène à l'échangeur de la clientèle parisienne que tout destine, dans sa course au bol d'air, à la « perle de l'Ile-de-France ».

Nous sommes au cœur des établissements de haut standing, avec instructeurs gantés de peccari, palefreniers formés à l'ancienne école des positions de carrosse, et chevaux disparaissant sous une bonne épaisseur de couvertures et de chemises de toile. Ce luxe nullement

choquant aide à faire oublier au contraire la multitude des écuries minables, qui, en France, ne se conforment même pas aux normes de sécurité les plus élémentaires pour être classées.

A Lamortaye et ses proches environs, les Parisiens représentent 80 % de la clientèle, les cinquième, sixième, septième arrondissements fournissant un lot toujours croissant d'adeptes de week-end à cheval.

A l'instar d'exemple, au club-école La Gourmette, impeccablement tenu par M. Minville-Débat, ancien maître de manège du Cadre noir, les effectifs, grâce à Paris, sont passés de quarante-sept membres en 1972 à cent quatre-vingt-deux en 1974, dernière statistique établie sous contrôle des Héros de l'Oise.

ROLAND MERLIN.
(Lire la suite page 22.)

Heureux dans l'Oise

Ce n'est pas un dicton (pas encore) mais une vérité que le Comité Départemental de Tourisme (1) est prêt à vous démontrer. Demandez-lui sa documentation sur les nombreuses possibilités de loisirs qu'offre ce département situé ni trop près, ni trop loin de PARIS. Pour venir dans la Capitale, les étrangers s'y arrêtent car ils ont appris à apprécier l'Oise.

Et vous ?
(1) 37, rue Beauregard — 60000 BEAUVAIS

Beauvais

57.000 habitants
 Capitale de l'Oise
 à 45 mn au Nord de Paris par RN 1

«La Province aux portes de la Capitale»

offre un développement de choix
 aux activités tertiaires
 désirant se décentraliser

AÉROPORT INTERNATIONAL BEAUVAIS-TILLE

Branle-bas pour l'eau propre

C'EST un véritable petit parlement de l'eau qui s'est réuni, le mercredi 28 novembre, à la préfecture de Beauvais. Ils étaient quarante-cinq, des élus, des fonctionnaires.

Nom officiel de cette curieuse assemblée : le comité de patronage de l'opération de restauration des eaux des bassins de l'Oise et de l'Aisne. Son objectif : sauver les rivières d'une région de 17 000 kilomètres carrés. Elle s'étend de la Belgique, où l'Oise prend sa source. Elle concerne un million et demi de Français, dit-on, et coûtera 2,3 milliards de francs. C'est la plus grosse opération de sauvetage, globale, cohérente et concertée jamais lancée en France.

Ce ne sont pas les techniciens qui l'ont décidée. Bien sûr, les experts de l'Agence française du bassin Seine-Normandie ont dressé le diagnostic et préparé les ordonnances. Pour chaque cours d'eau ils proposent, au choix, trois objectifs de qualité croissante, assortis du coût des travaux nécessaires pour atteindre chacun d'eux. Mais ce sont les membres du comité de patronage — le mini-parlement — qui disposent.

Ceux-ci ont en effet décidé que les six départements et les quatre régions concernées prendraient le relais financier du ministère de la qualité de l'eau, qui, avec l'Agence de bassin, a payé les études préliminaires.

Ordre d'urgence

Le Comité a également adopté une stratégie. Celle de la concertation systématique avec les riverains. Ce sont les pollueurs et les buveurs, en somme, qui fixent la future qualité de leur rivière. Cela s'est pratiqué tout récemment mais de manière expérimentale dans le bassin de la Vire. Après ces consultations sur le terrain, les conseils généraux et régionaux donnent leur aval, puis les objectifs sont officialisés par des décrets. Partant de là, des arrêtés fixent pour chaque utilisateur les flux de pollution qu'il ne peut plus dépasser désormais.

Le Comité de patronage a également fixé un ordre d'urgence. C'est par le Thérain, un affluent de l'Oise passant précisément à Beauvais, que l'on commencera. Enfin, on est tombé d'accord sur la nécessité d'élargir l'opération. Construire des sta-

tions d'épuration dans chaque ville importante (il y en a 17) ne suffit pas. Obtenir des conserveries, des féculeries, des papeteries de Reims et de Soissons, des gros « chimistes » comme Pechiney-Ugine-Kuhlmann et Rhône-Poulenc qu'ils équiperont leurs entreprises ne suffit pas non plus.

Il faut que les villes et bourgs complètent leurs réseaux de tout à l'égoût. Il est nécessaire d'éliminer ces sources de contamination que sont les dépôts d'ordures, qu'elles soient domestiques ou industrielles. Et aussi régulariser les cours des rivières en construisant cinq réservoirs. Enfin, puisqu'on aura rendu les eaux claires, pourquoi ne pas en profiter pour protéger les rives les plus pittoresques ou promeneuses et où les vacanciers pourront retrouver les plaisirs d'autrefois ? Bref, les membres du Comité de patronage, ont constaté que l'écologie ne se découpe pas en tranches.

Les difficultés qui attendent le comité de patronage Oise-Aisne ne sont pas mineures. D'abord, l'ampleur du mal à traiter. De Reims à Compiègne, sur 90 kilomètres, la Veste puis l'Aisne sont un égoût à ciel ouvert. De Beauvais à Compiègne, sur 40 kilomètres, le Thérain ne va pas mieux. Et, bien entendu, l'Oise, qui reçoit les eaux d'eau précipitantes, est un fleuve d'ordures de Compiègne à Beaumont-sur-Oise, soit sur 60 kilomètres. Théoriquement, ces eaux sont impropres à tout autre usage qu'à la navigation.

Autre obstacle à surmonter : celui des frontières administratives. Quatre régions et six départements sont concernés et s'entendent. L'eau ne connaît pas ces frontières, mais si un conseil général vient à rechigner il rendra vains les efforts de tous ceux qui sont en aval. Les gens du bassin de l'Oise vont apprendre la solidarité.

Pratiquement cela veut dire, par exemple, que l'on va payer des milliers d'hectares pour créer des réservoirs dans certaines zones rurales de l'Aisne, de la Meuse et de la Marne, là où les ruisseaux sont encore limpides. Les communes concernées protestent devant cette amputation. Elles demandent d'autres compensations que les simples indemnités d'expropriation prévues. Les eaux qu'elles vont lâcher en été sont servies à maintenir les activités industrielles dans les basses vallées et donc accroître la richesse de celles-ci. L'équité comme l'aménagement du territoire exigent que l'on imagine une solidarité financière entre fournisseurs et utilisateurs de débit. Un groupe est au travail au sein de l'Agence Seine-Normandie. La solution qu'il trouvera avec le comité de patronage sera étudiée de près par toutes les municipalités hébergées par un équipement public non productif de profit. Là encore, ce sera une première.

MARC AMBROISE-RENDU.

Un club de trois mille betteraviers

(Suite de la page 19.)

En fait, le syndicat protège et organise le monopole betteravier. Et il a donné la mesure de sa puissance entre 1965 et 1970, en prenant pied dans l'industrie sucrière.

L'histoire commence à la Libération. On compte alors dix-huit sucra-

ries dans le département, dont seize appartenant à de vieilles familles bourgeoises, une au groupe Beghin, la dernière étant une coopérative. 1952. Un mouvement de concentration s'amorce : quatre usines ferment et leur « quota » — le volume de production maximum garanti — est racheté par le groupe Beghin, qui a alors mauvaise réputation auprès des planteurs. Au ras-le-bol, ceux-ci n'apprécient guère de devoir changer leurs habitudes de livraison sans être consultés. Les planteurs de betteraves se sont donc trouvés en présence d'une situation qui ne laissait le choix qu'entre deux solutions : la passivité, c'est-à-dire peut-être à terme la disparition d'une certaine concurrence qui avait maintenu les conditions particulières d'achat à un niveau relativement favorable (...), ou la participation à la bataille de la concentration, par l'acquisition d'actions dans le capital de sociétés sucrières géographiquement bien placées et techniquement valables.

Malgré M. Philippe Dumont, le président du syndicat betteravier. Naturellement, la deuxième solution a été appliquée. Concrètement, les opérations se sont déroulées de la façon suivante : les planteurs qui livraient à une sucrerie sur le point de fermer ont racheté son « quota », dont ils ont fait apport à une autre sucrerie en échange d'un paquet d'actions. Pour pouvoir racheter le « quota », les planteurs ont constitué des sociétés « betteraves-sucre » qui ont été aidées

financièrement par le Crédit agricole et le Société betteravière d'expansion européenne (S.B.E.), véritable banque de la C.G.B. Les trois sociétés betteraves-sucre (1) constituées entre 1966 et 1969 ont racheté successivement la sucrerie de Coudun, les sucreries du Soissonnais, la sucrerie de Francières, la sucrerie de Monchy-Humières et une partie du capital de la sucrerie de Brestles.

Au total, ces opérations financières se sont montées à près de 9 millions de francs. Elles ont permis aux mille cent soixante-dix planteurs concernés de détenir 54 % du capital des sucreries de Barmouil et de La Neuville, 12 % du capital de Brestles. Autre élément : les trois usines font partie du groupe de distribution Sucre-Union, monté par M. Deleunoy (2) avec des coopératives et de petits industriels pour tailler des coupures aux grandes firmes, telles que Beghin-Say et la Générale sucrière.

Des lézardes

Tout cela confirme la puissance des planteurs, qui n'ont pas hésité à entrer dans le jeu du capitalisme, le champ immense des interventions du syndicat. Car partout il est présent. Son directeur, Claude Juchet, est le secrétaire des commissions mixtes qui négocient les conditions d'achats et de livraison des betteraves par les usines. Il est également directeur général des trois sociétés betteraves-sucre et des trois SICA (Société d'intérêt collectif agricole) de déshydratation de la pulpe de betterave (sous-produit du sucre utilisé comme aliment du bétail), ainsi que secrétaire du GIE-Promo-Élevage, constitué pour valoriser ces produits.

Pourtant, il apparaît aujourd'hui quelques lézardes dans le muraille betteravière de l'Oise. Les planteurs actionnaires des sociétés betteraves-sucre risquent d'avoir cette année des difficultés à respecter les plans de financement : les deux dernières campagnes ont été mauvaises et les sucreries ne distribueront vraisemblablement pas de dividendes, qui servent normalement, pour partie, au remboursement des emprunts. Et cela c'est rien, comparé à la faillite de la seule sucrerie coopérative du département : Wavignies.

L'affaire mérite que l'on s'y arrête, car, après la déconfiture d'une conserverie-coopérative et d'une SICA-viande, c'est la troisième coopérative du département qui s'effondre avec l'écas : un « trou » de près de 20 millions de francs.

Le drame commence en 1973 : c'est un plan d'aménagement réalisé en 1967 du bon sens, un coût d'exploitation deux fois plus élevé que prévu, la moitié de la récolte perdue, les pertes atteignent 10 millions de francs. Un plan de sauvetage élaboré en catastrophe, l'effa pouvait réussir, mais... La récolte s'avante est catastrophique et l'usine perd à nouveau 8 millions de francs. Fermer l'usine serait une tragédie ruine des trois cent trente coopératives, 200 000 tonnes de betteraves perdues...

La C.G.B. et l'U.C.B. ont demandé à Sucre-Union de reprendre Wavignies. Une solution a été proposée par M. Deleunoy qui devait être de nullement approuvée début décembre. Sucre-Union crée une société anonyme, la Société sucrière l'Oise, qui absorbe le coopératif. L'opération reviendra à quel 31 millions de F. Sucre-Union pèse 51 % à sa charge, la S.B. et l'U.C.B. 28 %, (transformation capital des près de 8 millions Beghin-Say 10 %, les coopératives gardent 10 %). Solution originale, pulque les planteurs, Beghin-Say Sucre-Union font cause commune. Mais cela reste une mécanique tordue dont le club betteravier n'aurait guère à se louer.

Bref, les responsables du département n'affichent pas le bel optimisme que pourrait leur donner sentiment de leur puissance. D'abord, deuxième département betteravier il y a dix ans, l'Oise n'a plus que le quatrième, derrière l'Aisne, le Somme et la Marne, dépit des possibilités d'expansion des cultures, les embarras, effet, ne progressent que faiblement 2 % en 1973. Pour augmenter son alitement ce taux, il faudrait retourner des pratiques dans le nord-ouest du département qui sont des terres froides, difficiles à travailler. outre, il faudrait trouver de nouveaux planteurs, des jeunes notamment. Toutefois, beaucoup hésitent car la culture du maïs est moins délicate et demande moins d'investissement, même si, en contrepartie elle n'assure pas la même rente. clair, l'Oise est mal partie dans la course à l'expansion sucrière. aucun « club » n'aime une situation, car ce qui a fait sa force a fait sa mauvaise réputation.

ALAIN GIRAUDO.

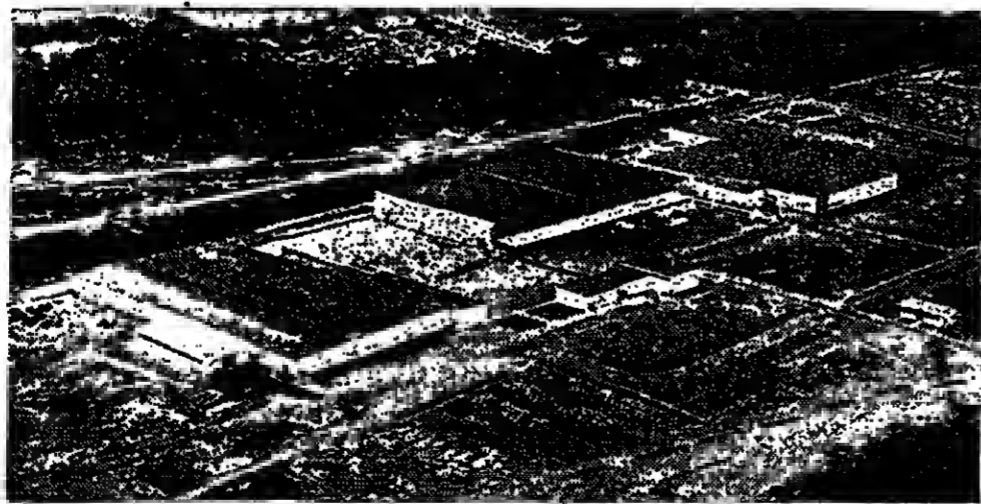
(1) S.B.S. de l'Oise, S.B.S. de Vallées de l'Aronde et du Val B.S.B. de la région de Beauvais. (2) Ancien président du CEN/ Centre de l'Agriculture d'entreprise

FRANCE GLACES FINDUS

a réalisé à Beauvais un des ensembles industriels du froid les plus importants d'Europe avec :



- Une usine de produits surgelés d'une capacité de 30 000 tonnes/an
- Une usine de crèmes glacées d'une capacité de 40 millions de litres/an
- Un entrepôt frigorifique à -30° C d'un volume total de 85 000 m³
- Une station d'épuration des eaux capable de traiter autant d'effluents que ceux produits par une ville de 60 000 habitants

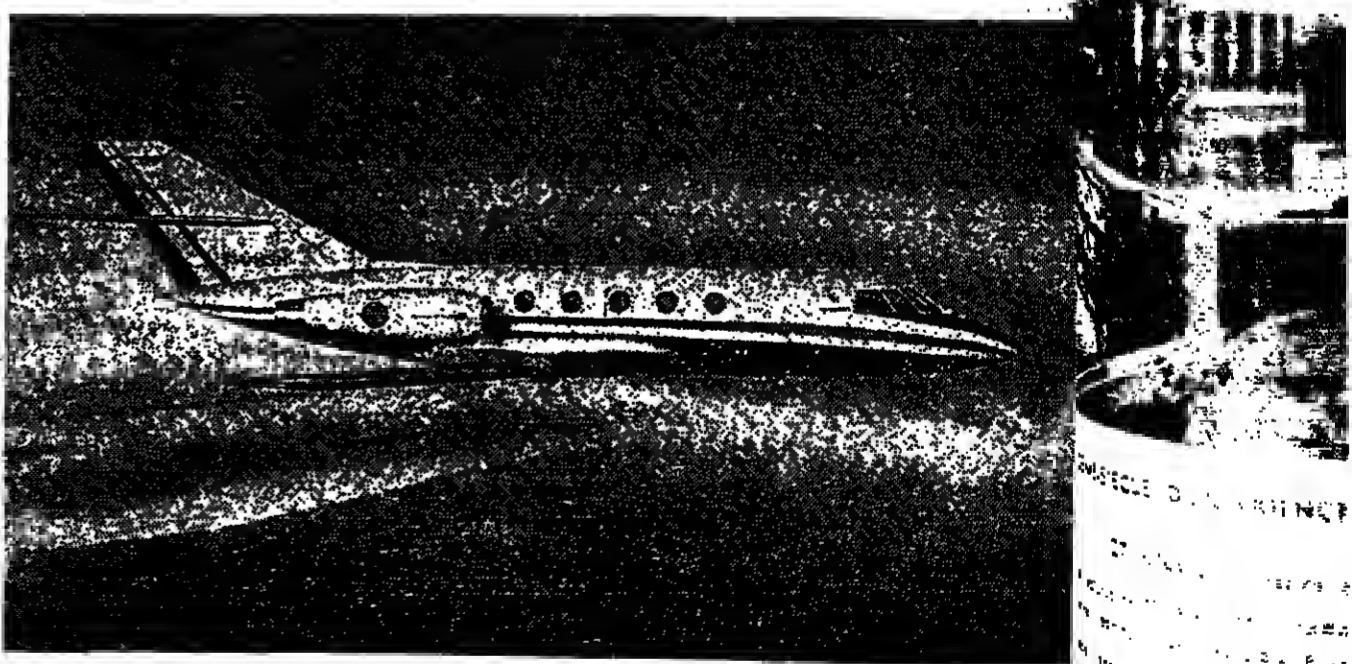


FRANCE GLACES FINDUS S.A.
19 cité Voltaire 75011 PARIS

MYSTÈRE 20

FAN JET FALCON

LE ROI DES AVIONS
L'AVION DES PRÉSIDENTS



AVIONS MARCEL DASSAULT-BREGUET AVIATION

US sommes des trava

مركز العمل

aux avant-postes

Compiègne-sur-Seine

JUILLET 1970 - JUILLET 1975. Il n'a fallu que cinq ans pour mettre au grand gabarit...

Et aujourd'hui, de Conflans-sainte-Honorine à Compiègne, on a construit une antenne moderne de Seine sur laquelle peuvent naviger des navires de 3 à 400 tonnes...

En 1976, au plan des travaux, ne sera certes pas une grande année. Il s'agit simplement de gagner quelques dizaines de centimètres (de 2,30 m à 2,50 m) de profondeur dans les quelque 30 kilomètres du canal latéral de l'Oise au nord de Compiègne...

demandaient la concession pour l'aménagement des ports publics», explique M. Georges Benhoun, ingénieur en chef des ports et écluses, directeur régional de la navigation à Compiègne.

Les sommes engagées auront pu être contenues dans une enveloppe raisonnable, notamment parce que la construction des cinq dernières écluses (sur sept) ont fait l'objet d'un seul marché, donc d'équipements standardisés.

Les pouvoirs publics étaient d'ailleurs encouragés à débiter les crédits nécessaires, constatant que de 1970 à 1974, le trafic entre le Benaise et la région parisienne augmentait chaque année de 500 000 tonnes.

1976, au plan des travaux, ne sera certes pas une grande année. Il s'agit simplement de gagner quelques dizaines de centimètres (de 2,30 m à 2,50 m) de profondeur dans les quelque 30 kilomètres du canal latéral de l'Oise au nord de Compiègne...

à grand gabarit servent d'abord les intérêts des grandes flottes, utilisant les pousseurs. Les marins pour leur part reprochent à ces gros transporteurs de «raffer» le fret et de «perturber» la navigation traditionnelle.

La seconde bataille, d'une autre ampleur, que vont livrer les ingénieurs concerne les choix du VIV Plan. Qui va l'emporter des dossiers Rhin-Rhône, Seine-Nord

et Seine-Est, après ce que vient de dire le président de la République, à Dijon, en faveur de l'axe Nord-Méditerranée. Pour le premier, on avance les inconvénients de se trouver dans la France déjà riche, selon les officielles déclarations de la DATAR, et de coûter cher pour une rentabilité immédiate faible.

Quoi qu'il en soit, le service de la navigation de Compiègne a adressé, il y a quelques jours, au ministère de l'équipement le dossier demandant la mise à l'enquête d'utilité publique de la section Compiègne-Reims, le long du cours de l'Aisne.

Quant à la liaison Seine-Nord (2,3 milliards de francs), elle est jugée indispensable, car le canal du Nord arriverait à saturation vers 1978.

Des étudiants dans la ville

(Suite de la page 19.)

On a, en tout cas, découvert les uns après les autres les compléments du programme qu'on s'était fixé. Cette université «choyée» du gouvernement, et affirmait les syndicats d'enseignants de gauche, préparés par le grand capital, a, malgré des rallonges financières, essayé des difficultés comparables à celles des autres établissements.

De fait, la cohabitation n'est revenue parfois un peu houleuse entre des étudiants de dix-huit ou vingt ans, un peu «potaches», et les autres locaux: les premiers contacts se sont établis par les protestations, voire les pétitions.

Cherche-t-on, d'ailleurs, des contacts avec la ville? Ce n'est pas sûr. Beaucoup préfèrent habiter à la résidence universitaire plutôt que dans les appartements mis à la disposition de l'université dans les H.L.M. de Royallieu.

Seul «terrain» de contact avec la population locale: les clubs sportifs. Les étudiants leur ont amené de nouvelles recrues, remplaçant les adultes, qui abandonnent la pratique, et peut-être,

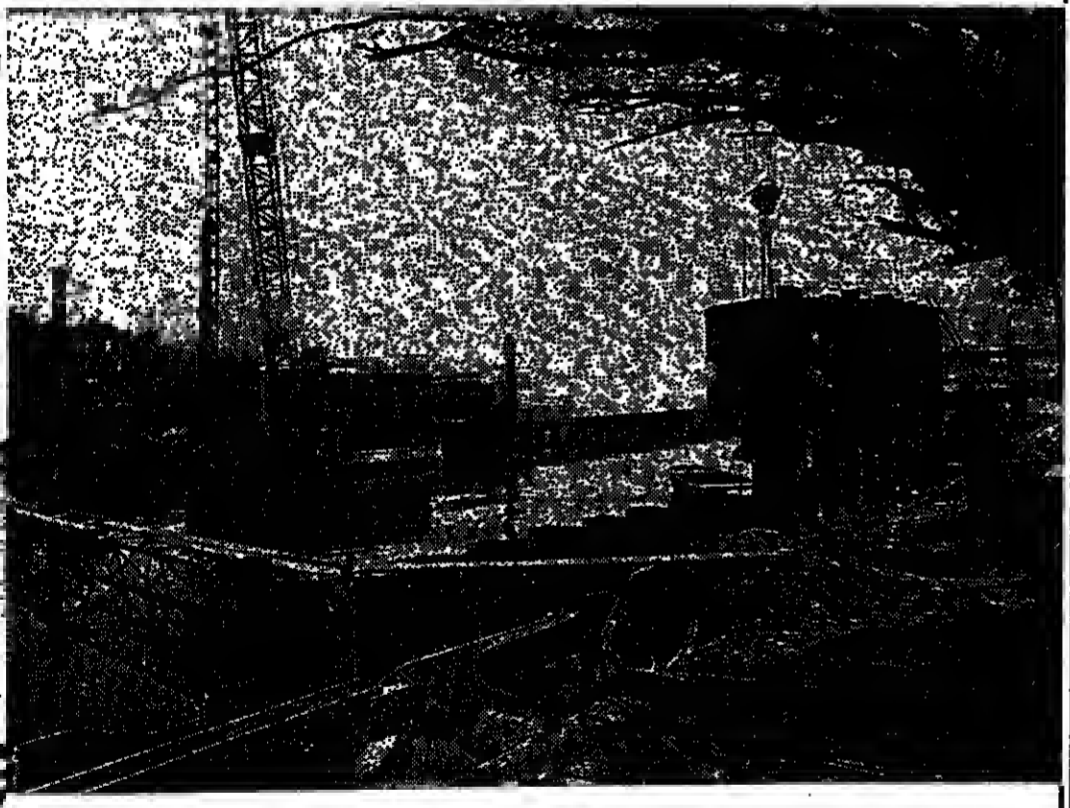
espère-t-on, leur fourniront des animateurs. Mais ce succès même est menacé: le nombre d'étudiants sportifs risque de dépasser très vite la capacité des installations et de l'encadrement.

Les réactions sont mitigées: les enseignants sont sans doute une clientèle nouvelle pour le commerce local, mais leur venue a aussi fait monter les prix des loyers.

De cette ambiguïté, on retrouve l'écho même dans l'attitude de la municipalité. Le maire, M. Jean Legendre, avait souhaité la venue de l'U.T.C. qui lui paraissait la clé de l'expansion future de sa ville et offre des terrains.

«L'intégration dans une ville», dit M. Guy Denelou, son président, «c'est comme la couture: cela se fait au petit point, et ce n'est jamais achevé».

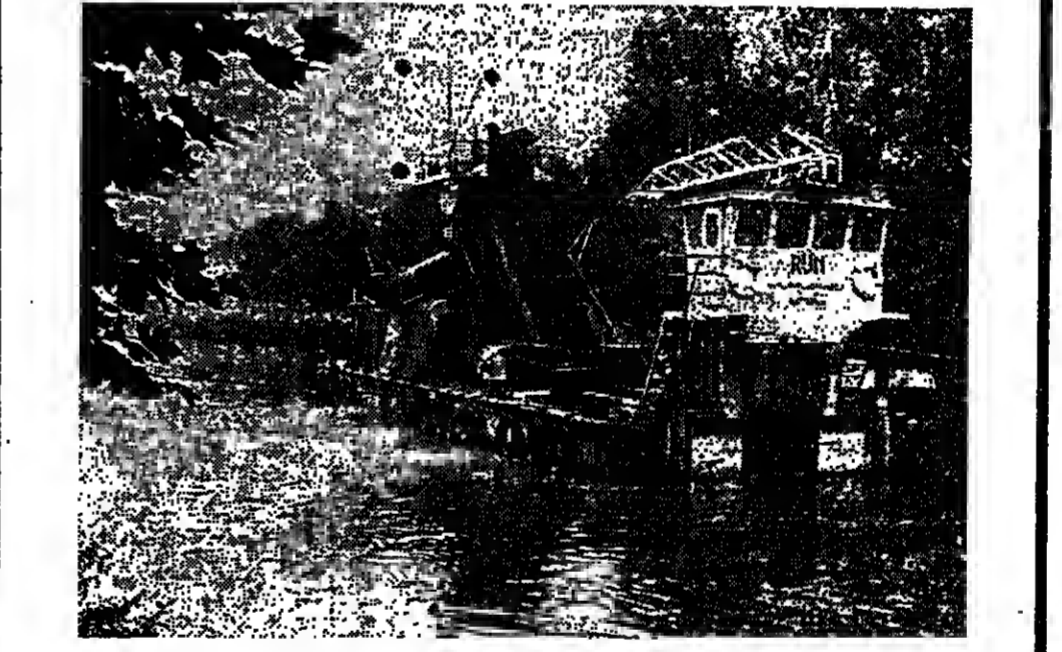
nous sommes des spécialistes des travaux fluviaux



...UN DEMI-SIÈCLE D'EXPIÉRIENCE AU SERVICE DES VOIES NAVIGABLES 27 écluses réalisées dont 20 au gabarit européen Sur l'Oise: écluses de BORAN, CREIL, SARRON, VERBERIE, VENETTE.

caroni logo and company information: ENTREPRISE caroni S.A. au capital de 15.184.000 F

SIÈGE SOCIAL: 274, boulevard Clemenceau, 59700 MARCQ-EN-BARŒUL. Tél. (20) 72-59-62 - Tél. 120332 F.



Drague «Rijn»: capacité des godets: 350 litres. Entre Portoise et Creil

SOCIÉTÉ INTERNATIONALE de DRAGAGES et de TRAVAUX HYDRAULIQUES P.V.W. S.A. 59000 LILLE. Téléphone: 54-40-70 - 54-14-70. Téléc: PVW Lille 110.363. DRAGAGES - DÉROCTAGE - TRAVAUX PUBLICS, FLUVIAUX ET PORTUAIRES.

Un musée coffre-fort

DANS les années 60, un grand jeune homme brun, sculpteur, épris de statuaire, allait traîner ses guêtres dans les petites églises du Valois. Le hasard lui fait rencontrer un étudiant, élève dans une école de photo qui cherche un sujet pour son diplôme. Le sujet est tout trouvé : les deux amis vont photographier les statues dans les petites églises autour de Morienval. « On avait choisi ce qui nous plaisait », raconte Philippe Gouble. Après l'ai rencontré, senti, un inventaire sérieux. Il porte sur cent cinquante églises dans trois cantons de l'Oise : Crépy-en-

Valois, Nantouillet-le-Haudouin et Betz. Au total huit cents œuvres mesurées, décrites, et trois mille photos.

L'intérêt de Philippe Gouble va bientôt coïncider avec le désir de l'évêque de Beauvais, Mgr Desmazières, de mettre en valeur le patrimoine religieux du département. Les années en effet ont passé et la situation s'est détériorée. Des curés sont morts. Ceux qui restent ont six paroisses à desservir et ne disent plus la messe que dans deux. Les églises ferment. Mais n'importe qui peut aller en demander la clé. Les carreaux se cassent. Les portes battent. Le patrimoine abandonné est exposé à la pluie, au temps changeant et aux larrons.

C'est alors que Philippe Gouble a l'idée de créer un musée où ces statues seraient mises à l'abri — comme les serfs dans le châteaude seigneur — entretenues, placées en dépôt, gratuitement. L'originalité de la formule réside dans le fait que les communes,

restant bien évidemment propriétaires de leurs biens, peuvent les reprendre quand elles le veulent, à l'occasion d'une fête ou d'un mariage, par exemple.

Visites aux maîtres, conversations avec les curés (« trois ou quatre communes ont dit oui tout de suite »), choix des statues. En mai 1975, le Musée d'art sacré du Valois ouvre ses portes au château de Crépy, un superbe monument du quatorzième siècle, restauré et entretenu par la municipalité et qui abrite déjà, grâce aux soins de la conservatrice Mme Soret, un intéressant Musée de l'archerie.

La bêche de saint Fiacre

Cent trente statues et objets sont réunis dans la salle des gardes. Quel est-il, cet art du Valois ? Il est en majeure partie composé d'œuvres populaires en bois polychromes datant surtout du seizième siècle, sur la vénération desquelles passe quelquefois le reflet des écoles de Champagne et de Troyes. Qui trouve-t-on dans cette assemblée ? Des saints patrons comme saint Martin, retrouvé gisant sur son cheval dans le clocher de Béthisy-Saint-Martin, saint Fiacre, le saint des jardiniers s'appuyant sur sa bêche et sainte Catherine, prise par les jeunes filles. Des saints locaux aussi sont représentés : saint

Floir, évêque de Noyon, saint Quentin martyr — on construisit la ville là où on retrouva son corps — et saint Vaast.

Une des plus belles pièces et des plus intéressantes est un Christ en croix qui était suspendu en plein air sous le chevet de l'église de Béthisy-Saint-Martin. Il aurait été sorti — croit-on — au moment d'une épidémie pour veiller sur le cimetière où étaient enterrés des pestiférés.

Une photo d'une tête de saint Jacques sculptée dans une souche est accompagnée de la mention « volée en 1971 ». Elle est là pour rappeler la menace qui continue à peser sur le patrimoine religieux. « Les gens de la région sont nombreux à venir voir les statues ici. Pour les pièces remarquables, nous avons tiré la sonnette d'alarme, et maintenant les maires font appel à nous. Senlis a été intéressé par l'idée et songe à faire aussi son inventaire. »

Le Musée va fermer ses portes pour l'hiver. Attend-on de nouvelles visites ? « Oui, il y a quatre statues merveilleuses en plein vent qui nous attendent. » Les soies et les étiquettes sont prêts.

FLORENCE BRETON.

* Musée du Valois et de l'Archerie, Crépy-en-Valois. Ouvert du 15 mars au 15 novembre, tous les jours, sauf mardi, de 11 h. à 12 h. et de 14 h. à 17 h. Le dimanche, de 14 h. à 19 h.

NOYON

Très ancienne cité historique, riche patrimoine architectural et aussi une ville tournée vers l'avenir.

Équipement scolaire second degré
Collège enseignement technique

Équipement sportif complet

Centre géographique de la Picardie, à 100 km de Paris et à 62 km d'Amiens, sur la vallée de l'Oise, au carrefour du Canal du Nord et du Canal latéral à l'Oise, dispose de terrains industriels complètement équipés.

CRÉPY-EN-VALOIS

40 minutes de PARIS
30 minutes de ROISSY

CITÉ HISTORIQUE

Capitale de l'Archerie
Chasse - Pêche - Loisirs
Terrains industriels aménagés

Renseignements Mairie : (4) 459-13-55

JOURNAL DE LA NAVIGATION

L'HEBDOMADAIRE de la
BATELLERIE et de SES USAGERS

un organe d'information et un outil de travail.

Abonnements (130 francs par an) et renseignements :
29, bd Henri-IV, 75004 PARIS. — Tél. : 278-40-03

Industriels, Promoteurs

La SOCIÉTÉ D'ÉQUIPEMENT DU DÉPARTEMENT DE L'OISE (S.E.D.O.) premier aménageur de son Département, vous propose :

- aux portes de PARIS
- bien reliées par la route et le rail
- à proximité de l'aérodrome de Roissy-en-France

6 Zones Industrielles

entièrement équipées
à des prix de 24 à 73 F.H.T. le m²

- Compiègne - Le Meux
- Creil - Saint-Maximin
- Nogent - Villers-Saint-Poul
- Noyon
- Senlis
- Thouroutte

7 Zones d'Habitation

dotées des équipements publics d'accompagnement tels que : groupes scolaires, centres commerciaux, centres socio-culturels, etc.

Pour recevoir gratuitement une documentation complète sur les zones industrielles de l'Oise, venez nous voir à « La semaine de l'implantation industrielle et tertiaire » du 2 au 6 décembre. Parc des Expositions, Porte de Versailles

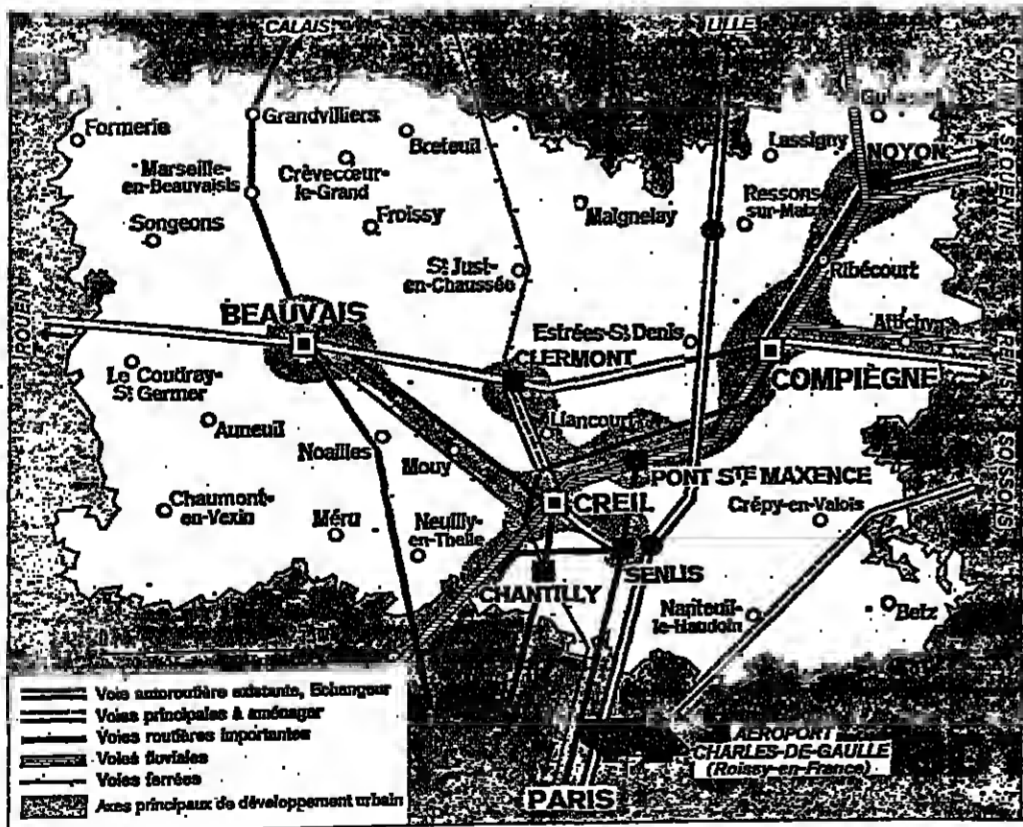
ou écrivez-nous :

S. E. D. O.

Avenue de Flandre
60000 - BEAUVAIS
Tél. : 448-05-84

Société
Adresse
Tél.

L'OISE



à une heure de Paris vous offre :

- une voie d'eau européenne
- des infrastructures routières et ferroviaires au service des entreprises
- une main d'œuvre de qualité
- une formation professionnelle adaptée
- une trame d'industries et de services déjà implantés
- des zones d'accueil pour des activités diversifiées.

- ★ dans un environnement de forêts, de sites, de monuments protégés et mis en valeur
- ★ dans des villes moyennes dynamiques, équipées en matière de services
- ★ avec une Université Technologique à Compiègne en plein essor, une école d'ingénieurs à Beauvais et des Centres de Recherches (SETIM, CHERCHAR).

- des municipalités soucieuses d'une croissance équilibrée, préoccupées du cadre de vie
- des organismes socio-professionnels proches des entreprises.

UN CONSEIL GÉNÉRAL OUVERT A TOUTES LES FORMES DE PROGRÈS
QUI A TOUJOURS PRATIQUE UNE POLITIQUE D'ACCUEIL ET DE DÉVELOPPEMENT

du COLE

مكتبان النمل

CARNET

Réceptions
A l'occasion du passage du maître des affaires étrangères de Chypre et de Mme Jean-Christophe...

Fiançailles
M. et Mme Guy Villard, M. et Mme Maurice Babou, M. et Mme Jean-Pierre Duroux...

Mariages
M. Salomon Beuzerfar, avocat, M. et Mme Liliou Hamar, M. et Mme André Hamar...

Décès
Mme Aimé Castel, née Jacqueline Amiot, M. et Mme Jean-Gabriel Castel...

Remerciements
Très touchés par les marques de sympathie qui lui ont été témoignées...

Anniversaires
Pour le trentième anniversaire de la mort de Annie GUASTALLA, ses amis demandent que son souvenir soit associé à celui de Lina, Pierre et Pierre-André...

Visites et conférences
VISTES GUIDÉES ET PROMENADES
Chasse nationale en monuments historiques...

L'HOTEL DROUOT
Ventes
1 - Tableaux anciens, Paire de stèles de Delphes, Meubles, objets d'art...

Le Monde
Service des Abonnements
1 rue des Italiens 75121 PARIS - CEDEX 03 C.C.P. 4397 - 22

ABONNEMENTS
8 mois 9 mots - 9 mois 12 mots
FRANCE - D.O.M. - T.O.M.
COMPTES EN ALGÈRE (sans algériens)
30 F 160 223 F 300 F

FRANCE - D.O.M. - T.O.M.
COMPTES EN ALGÈRE (sans algériens)
30 F 160 223 F 300 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS
PAYS-BAS - SUISSE
315 F 210 F 307 F 400 F

Les abonnés qui passent par chemin postal (sans volet) voudront bien joindre ce coupon à leur demande
Changements d'adresse
délivrés ou prévues (deux semaines ou plus), nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

SOCIÉTÉ

M. WEBER (R.I.) S'INOUIÈTE DE LA PRESCRIPTION DES CONTRACEPTIFS AUX MINEURS

En l'absence de Mme Veuil, ministre de la Santé, M. Dijoud, secrétaire d'Etat aux travailleurs immigrés, a rappelé, vendredi 28 novembre, à l'Assemblée nationale, dans quelles conditions les contraceptifs étaient présentés aux mineurs...

CHASSE

CHASSES DE TOUJOURS par RAOUL RAYNAL

Journaliste cynégétique à la Dépêche du Midi, Raoul Raynal, s'est consacré à la chasse, et plus particulièrement à la protection de la nature...

LE TIR DE CHASSE EN BANDES Dessinées

La collection « Sports, jeux et loisirs » est une adaptation de l'ouvrage de Raoul Raynal, s'est consacré à la chasse, et plus particulièrement à la protection de la nature...

VENTES

A GALLIERA

Un lustre d'époque Régence (300 000 F) pour les Musées nationaux

Le coup d'envoi des ventes de fin d'année, avenue Pierre-I-de-Serbie, a produit un résultat sans précédent : plus de 11 millions pour une session de ventes...

50 300 F UNE PAIRE DE VASES DE JEAN DUNAND

La vente de la collection Karl Lagerfeld a bénéficié de deux objets certains : d'être composée d'objets d'art et d'être présentée par un homme de lettres...

Le colloque sur « Les Femmes dans la Résistance »

Le colloque sur « Les Femmes dans la Résistance » aura lieu le samedi 6 décembre, à la Chambre de Commerce de Paris...

UNE LETTRE DU COLONEL ROL-TANGUY

A la suite de l'article paru dans le Monde du 26 novembre, relatant compte du colloque de l'Union des femmes françaises consacré aux femmes dans la Résistance, le colonel Rol-Tanguy nous a adressé les précisions suivantes...

PRESSE

LA POLITIQUE DU PIRE

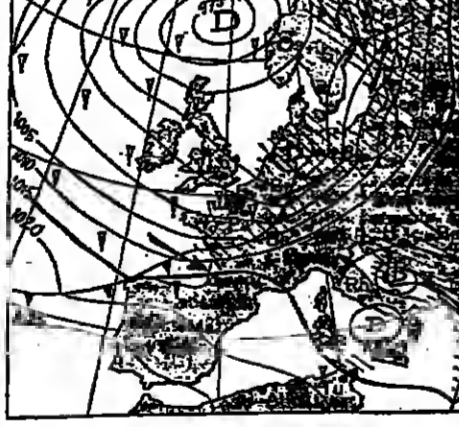
Après le Tour de France, après l'annonce de la corbeille de la Bourse de Paris, après l'opération-traité des Indes...

L'espèce d'indifférence que les pouvoirs publics semblent observer dans cette affaire depuis près d'un an incite à se demander jusqu'à quel degré d'exaspération on peut pousser les services de l'Etat...

AUJOURD'HUI

MÉTÉOROLOGIE
MOTS CROISÉS
PROBLEME N° 1317
I 1 2 3 4 5 6 7 8 9
II
III
IV
V
VI
VII
VIII
IX
X
XI

SITUATION LE 29.11.75 A 0h G.M.T.



PRÉVISIONS POUR LE 30-11-75 DÉBUT DE MATINÉE



Evolution probable du temps en France entre le samedi 29 novembre à 9 heures et le dimanche 30 novembre à 24 heures
La profonde dépression centrée en mer de Norvège dirigera sur la France un flux d'ouest...

Athènes, 12 et 11; Bonn, 11 et 9; Bruxelles, 11 et 4; Les Canaries, 11 et 17; Copenhague, 6 et 4; Genève, 9 et 13; Londres, 19 et 13; Madrid, 3 et 3; Moscou, 3 et -1; New-York, 0 et 9; Palma-de-Majorque, 15 et 7; Rome, 13 et 4; Stockholm, 5 et 2.

Journal officiel

Sont publiés au Journal officiel du 29 novembre 1975 :
UN ARRÊTÉ
Fixant les normes des casques utilisés par les conducteurs et les passagers des véhicules.

Journal officiel

Sont publiés au Journal officiel du 29 novembre 1975 :
UN ARRÊTÉ
Fixant les normes des casques utilisés par les conducteurs et les passagers des véhicules.

Journal officiel

Sont publiés au Journal officiel du 29 novembre 1975 :
UN ARRÊTÉ
Fixant les normes des casques utilisés par les conducteurs et les passagers des véhicules.

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

AGRICULTURE

CONFRONTÉE A LA CRISE ALIMENTAIRE MONDIALE

La F.A.O. traverse de sérieuses difficultés financières

Rome. — La dix-huitième conférence de la F.A.O. (Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture) a achevé le 27 novembre, par l'adoption de quelques trente résolutions sur les politiques alimentaires et agricoles de l'Organisation, ses travaux estimés le 8 novembre.

De nombreux délégués, notamment dans le groupe africain, se sont déclarés et extrêmement mécontents par la conférence. Le président indépendant du conseil de la F.A.O., M. Comand Eula-Hoyos (Colombie), a déploré la manque d'enthousiasme au cours de la session.

Les milieux diplomatiques jugent cette situation par le fait qu'il s'agit d'une « conférence de transition ». Il est attendu, observe-t-on dans ces milieux, d'établir un programme à la fin de l'année, sera confié par un nouveau directeur général qui n'a pas participé à sa élaboration. Pour ces raisons, l'idée d'une réunion extraordinaire du conseil de la F.A.O.

Un emprunt de 10 millions de dollars

En dépit de cette menace — le conseil a commencé l'exécution en ce qui concerne l'Organisation internationale du travail (le Monde du 8 novembre) — les États-Unis, qui y contribuent pour le quart, ont voté avec les autres délégués le budget de l'Organisation ; il s'élève pour le prochain exercice à 167 millions de dollars, soit une augmentation de 60 % sur le précédent.

C'est une autre question financière, liée aux activités de terrain de la F.A.O. qui a suscité les plus vives réactions dans le Programme des Nations unies pour

AFFAIRES

L'inquiétude des utilisateurs du matériel C.I.I.

Il y a beaucoup été question de rentabilité, jeudi après-midi 27 novembre, lors du débat organisé par le Cercle des utilisateurs de matériel C.I.I. sur le thème de la restructuration de l'informatique française. Trois hommes : M. Hugues de l'Estolie, directeur général de l'Industrie, M. Robert Gues, P.D.G. de la C.I.I., et M. Jean-Pierre Brulé, ancien P.D.G. d'Honeywell-Bull, faisaient face à plusieurs centaines de spécialistes.

La rentabilité ? C'est elle qui justifie aux yeux de M. de l'Estolie la scission de l'activité de la C.I.I. Une mesure qui inquiète fort les clients de la compagnie, habitués à s'adresser à un fournisseur unique pour leurs petits et grands systèmes informatiques. « S'agissant de construire une entreprise fondée sur des intérêts de rentabilité des activités, il était normal qu'on ne la charge pas d'un outil industriel surabondant, en l'occurrence l'usine de Toulouse. On avait donc besoin des activités mini-informatique de la C.I.I. et de certaines de ses applications pour créer une société, française qui puisse reprendre Toulouse. »

Pour être complet sur ce sujet, le directeur général de l'industrie aurait pu préciser que le volonte de ne pas inclure l'usine de Toulouse au sein de C.I.I.-Honeywell-Bull relevait d'un préalable d'Honeywell. « Si on discute de Toulouse, nous reprochons l'avis tout de suite », surent même dit les dirigeants du groupe américain lors de la première séance de négociations, il y a un an, à Paris.

La rentabilité ? On pensait que C.I.I.-H.B. ne l'atteindrait qu'en 1980. Pourtant, M. Brulé espère bien ré-

liser en 1978 des profits, afin de rémunérer les capitaux investis. Est-ce à titre qu'une partie de la subvention de 1200 millions de francs octroyée jusqu'en 1979 par l'Etat à la nouvelle société servira au versement d'un dividende aux actionnaires (parmi lesquels Honeywell figure à hauteur de 47 %) ?

Le langage de la rentabilité, les utilisateurs l'ont également tenu. Il est pour eux de la plus grande importance d'être liés sur la politique des produits de la nouvelle société afin de déterminer leurs investissements en informatique pour les prochaines années. Certes, M. Brulé a tenté de les rassurer en mettant en avant son expérience des fusions. Sa société en a déjà connu deux. « Aucun de nos clients n'a été lésé. Nous avons toujours maintenu le qualité du service et respecté les engagements passés. »

A-t-il pour autant dissipé toutes les inquiétudes des utilisateurs ? Rien n'est moins sûr. Son refus de répondre sur la question de la fabrication et de la commercialisation des gros ordinateurs X4 et X5 a été remarqué. « Cette discussion est malaisée. Laissez-nous le temps nécessaire pour prendre d'autres décisions. Il faut faire l'inventaire... » Des propos qui trouvaient peu avec les affirmations récentes du gouvernement selon lesquelles X4 sera bien fabriqué. Qui croire ?

L'absence de réponse rapide à ces questions nous condamnerait à prendre le matériel d'un autre constructeur », a déclaré avec quelque solennité l'un des grands utilisateurs du secteur privé, n'ayant pas besoin de nommer cet autre constructeur. Tout le monde avait compris qu'il s'agissait d'I.B.M. — J.-M. Q.

LE GROUPE FAMILIAL allemand Sachs est passé sous le contrôle de la société britannique Guest Keen Nettelfolds (G.K.N.) qui fabrique des machines-outils et emploie cent vingt mille personnes. La G.K.N. a racheté 74,9 % des actions de leur groupe aux frères Sachs, qui conservent seulement une minorité de blocage (25,1 % du capital). Le groupe Sachs emploie dix-sept mille personnes dans six entreprises.

LE PROCES EN DIFFAMATION intenté par la Société Nestlé contre un groupe de travail sur le tiers-monde a été suspendu le 27 novembre par le tribunal de Berne, afin de permettre à la défense de présenter des preuves supplémentaires. S'appuyant sur l'étude d'une organisation britannique, l'entreprise, ce groupe avait accusé la société suisse d'avoir provoqué la mort de bébés dans le tiers-monde en utilisant les mères à utiliser le lait en poudre (le Monde du 25 novembre).

SYNDICATS

La C.G.T. constate « la montée de la misère »

« Montée de la misère, montée des luttes. » Ainsi pourrait se résumer la constatation essentielle faite par le comité confédéral national de la C.G.T., réuni les 28 et 27 novembre.

M. René Lomet, secrétaire confédéral, a, devant la presse, analysé le recul de la production et ses conséquences pour les chômeurs. On a, dit-il, noté huit cents coupures de gaz à Drancy et deux mille quatre cents à Aubervilliers et La Courneuve. Dans cette dernière localité, sur quatre mille logements, quatre cents sont vides, les locataires ayant été expulsés faute de pouvoir payer leur loyer.

Les dirigeants de la C.G.T. estiment que, loin d'être affaiblis par la crise, les salariés intensifient leur action revendicative, celle qui a trait à la défense du pouvoir d'achat l'emportant même sur la lutte contre le chômage. La preuve en sera donnée par la Journée d'action du 2 décembre.

D'autre part, le comité national a adopté les thèmes d'une « charte pour une vraie liberté », dans tous les domaines, qui sera mise au point sous peu, dans le cadre de l'accord avec la C.F.D.T.

Traité des rapports avec les autres organisations syndicales, M. Lomet, réaffirmant l'unité d'action avec la C.F.D.T., a regretté que des dirigeants cégétistes aient déclaré que le programme commun était dépassé.

M. MAIRE (C.F.D.T.) : une société qui a peur de ses juges est une société malade.

« Cela inquiète les travailleurs » alors que ce programme « reste la seule base crédible » d'une alternative de gauche au pouvoir actuel.

M. Krasucki, de son côté, a regretté que la FEN donne son appui à une opération de division, soit en signant des « accords de collaboration de classe » avec le gouvernement, soit en ignorant la représentativité de l'UNEP, soit encore en raison de ses rapports avec le P.S.

Polémique avec le P.S.

A la suite de la publication par le P.S. et la FEN d'un communiqué commun considérant que « l'existence de négociations salariales dans la fonction publique constitue un acquis positif des luttes syndicales de 1968 » (le Monde du 28 novembre), M. André Berteloot, secrétaire confédéral de la C.G.T., a déclaré, jeudi 27 novembre :

« En s'exprimant conjointement avec la FEN sur le caractère positif des négociations salariales dans la fonction publique, le parti socialiste ne peut ignorer qu'il prend délibérément position contre la C.G.T. et la C.F.D.T., qui ont dénoncé les conditions dans lesquelles se déroulent ces négociations et contesté, grâce à l'appui des résultats obtenus... »

Le parti socialiste a publié vendredi 28 novembre une mise au point qui indique que la phrase contestée « signifie clairement » que :

« 1) Le P.S. est effectivement d'accord pour considérer le principe de négociations salariales comme un acquis des luttes de 1968 ;

« 2) Le P.S. ne se prononce pas sur le contenu des accords qui ont fait suite à ces négociations, l'appréciation du contenu des accords et leur éventuelle signature relevant des responsabilités de chaque syndicat et non d'un parti politique. Conformément au principe d'indépendance entre partis et syndicats, le P.S. n'a pas à s'immiscer dans une prérogative syndicale. »

« LA CONFEDERATION NATIONALE DES PROFESSIONS LIBERALES (C.N.P.L.) demande la création de chambres de professions libérales « au même titre d'organisation et de représentativité que les chambres de commerce, d'industrie, de métiers ou d'agriculture ». La C.N.P.L., créée en janvier 1973, na regroupé quelques milliers d'adhérents, mais revendique la seule représentativité des membres des professions libérales (1,5 million de personnes au total).

Son président, M. Fargette, a souligné le 25 novembre la nécessité de la reconnaissance par l'Etat du groupe des professions libérales comme « entité particulière devant avoir sa représentativité, sa fiscalité, sa protection sociale ».

CONFLITS ET REVENDICATIONS

SÉQUESTRATION DU CHEF DE CENTRE E.D.F. DE LA ROCHELLE

M. Edgar Crecourt, chef de centre de l'E.D.F. de La Rochelle, est dit chef de service ont été retenus durant tout l'après-midi du vendredi 28 novembre par deux cents grévistes. Après la journée nationale de grève de la veille, des délégués C.G.T. et C.F.D.T. sont venus, vendredi matin, apporter leur cahier de revendications. Le chef de centre, auquel ils reprochaient son intransigeance vis-à-vis des syndicats.

L'entretien ne s'est pas déroulé satisfaisamment par les délégués, les manifestants ont décidé de retenir le chef de centre et ses chefs de service, qu'ils ont libérés vers 22 heures après avoir reçu des spécialistes.

(PUBLICITE)

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DE L'ÉNERGIE

SONATRACH

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

Un appel d'offres international est lancé en vue de la réalisation produit en main d'une Usine d'Ammoniac liquide de 1.000 TM/J à Skikda.

Le projet comprend :

- L'étude d'engineering et l'établissement des plans de construction ;
- La construction des unités de production, du stockage et expédition, des bâtiments ;
- La mise en route.

RETRAIT DU CAHIER DES CHARGES

Les Sociétés intéressées ayant des références dans la réalisation de ces Usines pourront retirer, à partir du 10 novembre 1973, le cahier des charges auprès du représentant dément mandaté, à SONATRACH, au 9, rue Abou-Nouas, HYDRA - ALGER, tél. : 60-40-00 à 05, ou Zone Industrielle de Skikda, PROJET AMMONIAC SKIKDA, tél. : 95-57-40.

DÉPÔT DES OFFRES

Les soumissions doivent être adressées avant le 5 avril 1976 à M. le Vice-Président, ENGINEERING ET DEVELOPPEMENT, 9, rue Abou-Nouas, HYDRA - ALGER, sous double enveloppe. L'enveloppe intérieure devra porter la mention : « SOUMISSION - NE PAS OUVRIR ».

D.F.-CHIMIE EST PRESSENTIE POUR PRENDRE LE CONTROLE DE RIPOLIN

La prise de participation majoritaire du groupe pétrolier belge dans le capital de Ripolin, société de produits chimiques (le Monde du 29 novembre) paraît être sérieusement remise en question. Le président de l'économie et des finances hésite à donner son accord et s'agit des pressions sur C.I.F.-Chimie, filiale des Charbonnages de France, pour qu'elle prenne le contrôle de l'actif.

Ripolin n'est pas une inconnue pour C.I.F.-Chimie. Il y a un peu plus de deux ans, les dirigeants de Ripolin l'avaient contacté en vue d'une opération de ce genre. Mais, sur de multiples raisons, C.I.F.-Chimie n'avait pas donné suite. Cependant-elle devint cette fois ?

La filiale des Charbonnages de France possède déjà des intérêts dans la peinture (S.F. dans le capital de la société Belle Van Cauberghe, septième producteur français). Mais le rachat d'un agent d'actions Ripolin ne se ferait pas dans les meilleures conditions. Rem que l'industrie de la peinture et de la chimie de la chimie ne nous éprouvé par la crise, elle s'est un exemple de succès. Ainsi, la production d'acrylate de méthacrylate de cette année dernière de 26,2 %, celle de 1974 pour un chiffre d'affaires sensiblement égal (216 millions de francs). Ripolin, de son côté, a de grosses difficultés financières, qui ont fait jusqu'ici reculer des candidats à son rachat.

Le premier forage en mer (Trosas) n'a donné aucun résultat annonce le groupe ELF-RAP. Un second forage va être tenté au nord de Brest.

(PUBLICITE)

GROUPE INTERNATIONAL

opérant dans le secteur de la confection et de l'habillement féminin et masculin

CHERCHE

pour tout le territoire français

AGENTS - REPRÉSENTANTS CONCESSIONNAIRES

Particulièrement bien introduits dans le réseau de l'habillement féminin et masculin, maillots de bain, vêtements de loisir et de sport.

L'entreprise, parfaitement d'avant-garde du point de vue stylistique, offre d'intéressantes et concrètes perspectives.

Ecrire sous chiffrage 10129 « le Monde », 8, rue des Italiens, Paris (8^e)

LA REVUE DES VALEURS

BOURSE DE PARIS

SEMAINE DU 24 AU 28 NOVEMBRE

FLAMBÉE DE HAUSSE

UNE forte poussée de hausse, accompagnée d'un gonflement très important du volume des transactions, s'est produite cette semaine à la Bourse de Paris...

Soudain mercredi, sortant d'un marasme où il patageait depuis près de deux mois, le marché décollait brusquement. Ce ne sera qu'un feu de paille...

Après avoir été secouée par la plus forte crise de son histoire, la sidérurgie se porte un peu mieux. Des signes d'amélioration apparaissent également dans la construction mécanique et le redémarrage de l'activité dans le bâtiment est prévu dans quelques semaines...

Le décollage de fin d'année attendu par beaucoup serait-il déjà effectif? Les prochaines séances nous l'apprendront.

Tandis que les valeurs françaises s'envolaient, l'or tombait à son plus bas niveau de l'année, à Paris du moins, le lingot revenant à 200 F (- 360 F) et le napoléon à 218,90 F (- 5,90 F).

ANDRÉ DESOT.

Métallurgie, constructions mécaniques

Les valeurs de sidérurgie se sont vivement redressées cette semaine sur l'annonce d'une timide reprise dans ce secteur d'activité...

Table listing stock prices for various companies in the metallurgy and construction sectors, including Châtillon, La Chaux, Creusot-Loire, etc.

précédent. La date de clôture des comptes sera fixée au 31 décembre de chaque année.

Les automobiles Citroën font état d'une perte de 78,3 millions de francs pour le premier semestre 1975.

Table listing stock prices for various companies in the petroleum sector, including Aster, Aquitaine, Esso, etc.

Franscar annonce une découverte de gaz en Italie du Sud sur un permis dont la localité s'appelle 'L'Alto'.

Des signes de reprise se dessinent dans la chimie allemande depuis quelques semaines. Selon le Dr Seufelder, président du groupe allemand B.A.S.F., le chiffre d'affaires du groupe chimique de la firme ont augmenté de 19,9 % en septembre par rapport au mois précédent.

Table listing stock prices for various companies in the chemicals sector, including C.M. Industries, Cofitec, etc.

Grande fermée de C.F.A.O., aux magasins, dont les cours ont progressé de plus de 21 % au terme d'échanges particulièrement nourris (plus de trente mille titres sur des retours de résultats brillants).

Table listing stock prices for various companies in the textiles and department stores sector, including Grand magasin, Gantier-Alibert, etc.

Une réduction du dividende est inévitable. Il reviendrait de 17 % à 15 %.

C'est par erreur que nous avons indiqué dans notre édition du 14 novembre que le chiffre d'affaires d'Unilever pour les neuf premiers mois de 1975 était en recul de 34,3 %.

Les résultats partiels annoncés par les compagnies minières reflètent la baisse des cours des métaux et le marasme régnant.

Table listing stock prices for various companies in the mining sector, including Imetal, Peñarroya, etc.

Les résultats de la Sidérurgie de France pour le premier semestre 1975 ont été décevants. Le chiffre d'affaires a baissé de 15,1 % par rapport à la même période de l'année précédente.

Table listing stock prices for various companies in the diamonds sector, including Anglo-American, Anglo-American, etc.

Les indices hebdomadaires de la Bourse de Paris ont enregistré une hausse de 1,2 % au cours de la semaine du 24 au 28 novembre 1975.

Table listing various market indices and their values, including indices généraux, assurances, sociétés, etc.

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

Table showing the volume of transactions in francs for various market segments, including actions, obligations, etc.

Table showing daily indices (I.N.S.E.E. base 100, 31 décembre 1974) for various market segments.

Table showing the exchange rates of the Compagnie des Agents de Change (base 100, 29 décembre 1961) for various currencies.

INFORMER MIEUX ET PLUS VITE

C'est le 2 décembre prochain que seront introduites à la Cote officielle les actions Locoal Immobilier.

Le bénéfice net consolidé 1975 de C.C.F. atteindrait 85 millions de francs, ce qui ferait ressortir par rapport à 1974, un taux de progression de l'ordre de 65 %.

Le groupe Casino annonce pour les dix premiers mois de l'année un chiffre d'affaires en progression de 21 % pour la société Casino, 18 % pour l'épargne, 7 % pour Somara.

Le chiffre d'affaires consolidé de la société de services de maintenance aéronautique de la compagnie aérienne Air France pour les dix premiers mois de l'année 1975 s'élève à 1 818 millions de francs (contre 1 622).

Le fait marquant de la semaine est constitué par le recul de Rente à 12 % 1973 affectée.

Le fait marquant de la semaine est constitué par le recul de Rente à 12 % 1973 affectée.

Le fait marquant de la semaine est constitué par le recul de Rente à 12 % 1973 affectée.

Le fait marquant de la semaine est constitué par le recul de Rente à 12 % 1973 affectée.

Le fait marquant de la semaine est constitué par le recul de Rente à 12 % 1973 affectée.

Table listing stock prices for various companies in the food and consumer goods sector, including Cetelem, Comp. bancaire, etc.

Table listing stock prices for various companies in the food and consumer goods sector, including Bagn-Say, etc.

BOURSES ÉTRANGÈRES

NEW-YORK Redressement. Wall Street s'est redressé cette semaine. Mais, abstraction faite de la hausse de mardi, durant laquelle la forte hausse fut enregistrée, le mouvement est resté assez limité.

Table listing stock prices for various companies in the New York market, including Alcoa, A.T.T., etc.

ALLEMAGNE Au plus haut de l'année. Après une semaine de pause, le mouvement de hausse a repris sur les marchés allemands qui ont en outre, progressé de 3,6 %, dépassant ainsi leurs plus hauts niveaux de l'année.

Table listing stock prices for various companies in the German market, including A.S.P., etc.

LONDRES Déprimé

Après plus de deux mois de hausse presque ininterrompue, le marché londonien a fait volte-face et a baissé de 3,1 %.

Table listing stock prices for various companies in the London market, including Bowater, etc.

TOKYO Reprise. Indices du 28 novembre: Dow Jones, 4 239,50 (contre 4 287,50); indice général, 317,85 (contre 315,55).

Table listing stock prices for various companies in the Tokyo market, including Dow Jones, etc.

Financial advertisement for 'ANCIEN CHANGEMENT' with text about information and services.

Financial advertisement for 'baisse' with text about market trends and investment opportunities.

Financial advertisement for 'MIRER' with text about market analysis and investment advice.

